



BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 68\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 10\$ a linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas ou com tabelas intercaladas no texto será respectivo espaço acrescentado de 30%. Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS:		Ano	Semestre
Para o País	...	500\$00	380\$00
Para o estrangeiro	...	900\$00	740\$00
AVULSO: por cada duas páginas		4\$00	

Os períodos de assinatura contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa:

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas da Quinta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada ficarão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticado com o respectivo selo branco.

SUPLEMENTO

SUMÁRIO

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto n.º 45-A/82:

Aprova, nos termos do artigo 75.º, n.º 1, alínea g) da Constituição, a Convenção Geral sobre Segurança Social celebrada entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República Francesa.

Rectificação:

Ao Decreto n.º 43/82, publicado no Boletim Oficial n.º 18/82, de 3 de Maio.

Contas e balancetes diversos.

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 45-A/82
de 12 de Maio

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É aprovada, nos termos do artigo 75.º, n.º 1, alínea g) da Constituição da República de Cabo Verde, a Convenção Geral sobre Segurança Social, celebrada entre o Governo da República de Cabo Verde e o

Governo da República Francesa, cujos textos, em língua francesa, e portuguesa, fazem parte integrantes do presente diploma, a que vêm anexos.

Art. 2.º O presente diploma entra imediatamente em vigor, e a referida Convenção produzirá efeitos em conformidade com o que nela se estipula.

Pedro Pires.

Promulgado em 20 de Abril de 1982.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

Convention générale
entre

le Gouvernement de la République du Cap-Vert
et

le Gouvernement de la République Française
sur la Sécurité Sociale

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert d'une part,

Le Gouvernement de la République Française d'autre part,

- désireux de coopérer dans le domaine social,
- affirmant leur attachement au principe de l'égalité de traitement des ressortissants des deux Etats au regard de la législation de sécurité sociale de chacun d'eux,

— soucieux de permettre aux travailleurs de chacun des deux Etats exerçant ou ayant exercé une activité dans l'autre Etat de conserver les droits acquis en vertu de la législation qui y est applicable,
ont décidé de conclure une convention générale de sécurité sociale tendant à coordonner l'application aux ressortissants français et cap-verdiens des législations française et cap-verdienne en matière de sécurité sociale et, à cet effet sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE 1^{er}

Engalilé de traitement

§ 1^{er}. Les ressortissants français exerçant au Cap-Vert une activité salariée ou assimilée sont soumis aux législations de sécurité sociale énumérées à l'article 5 ci-dessous applicables au Cap-Vert et en bénéficient, ainsi que leurs ayants droit résidant au Cap-Vert, dans les mêmes conditions que les ressortissants cap-verdiens.

§ 2. Les ressortissants cap-verdiens exerçant en France une activité salariée ou assimilée sont soumis aux législations de sécurité sociale énumérées à l'article 5 ci-dessous applicables en France et en bénéficient, ainsi que leurs ayants droit résidant en France, dans les mêmes conditions que les ressortissants français.

ARTICLE 2

Assurance volontaire

1. Les ressortissants de l'un ou l'autre Etat ont la faculté d'adhérer à l'assurance volontaire prévue par la législation de l'Etat où ils résident compte tenu, le cas échéant, des périodes d'assurance ou équivalentes accomplies sous le régime de l'autre Etat.

2. Les dispositions de l'article premier ne font pas obstacle à ce que les travailleurs français soumis au régime de sécurité sociale cap-verdien et les travailleurs cap-verdiens soumis au régime de sécurité sociale français cotisent ou continuent de cotiser à l'assurance volontaire prévue par la législation de l'Etat dont ils sont ressortissants.

ARTICLE 3

Champ d'application personnel

1. Relèvent de la présente Convention les ressortissants de l'une ou de l'autre Partie contractante exerçant ou ayant exercé une activité salariée ou assimilée ainsi que leurs ayants droit.

2. Ne sont pas compris dans le champ d'application de la présente Convention:

- a) les travailleurs autres que ceux exerçant une activité salariée ou assimilée,
- b) les fonctionnaires civils et militaires et les personnels assimilés,
- c) les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires.

ARTICLE 4

Champ d'application territorial

Les territoires couverts par les dispositions de la présente Convention sont:

- en ce qui concerne la France: les départements européens et les départements d'outre-mer de la République française, y compris les eaux territoriales ainsi que les zones situées hors des eaux territoriales sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la France peut exercer les droits relatifs au lit de la mer, au sous-sol marin et à leurs ressources naturelles;
- en ce qui concerne le Cap-Vert, l'ensemble des îles formant le territoire de la République du Cap-Vert, y compris les eaux territoriales ainsi que les zones situées hors des eaux territoriales sur lesquelles, en conformité avec le droit international, le Cap-Vert peut exercer les droits relatifs au lit de la mer, au sous-sol marin et à leurs ressources naturelles.

ARTICLE 5

Champ d'application matériel

§ 1^{er} Les législations auxquelles s'applique la présente Convention sont:

A — EN FRANCE

- a) la législation fixant l'organisation de la sécurité sociale;
- b) les législations des assurances sociales applicables: aux salariés des professions non agricoles, aux salariés et assimilés des professions agricoles, à l'exception des dispositions qui étendent la faculté d'adhérer à l'assurance volontaire aux personnes de nationalité française, salariées ou non salariées, travaillant hors du territoire français;
- c) les législations sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;
- d) la législation relative aux prestations familiales;
- e) les législations sur les régimes spéciaux de sécurité sociale, en tant qu'ils concernent les risques ou prestations couverts par les législations énumérées aux alinéas précédents et notamment le régime relatif à la sécurité sociale dans les mines;
- f) les législations sur le régime des gens de mer dans les conditions fixées, le cas échéant, par l'Arrangement administratif relatif à l'application de la présente Convention.

B — AU CAP-VERT

Les législations concernant:

- a) les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- b) les prestations de maladie;
- c) les prestations d'invalidité, de vieillesse et de décès.
- d) des allocations familiales.

§ 2. La présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont

modifié ou complété ou qui modifieront, codifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1^o du présent article.

Toutefois, elle ne s'appliquera:

- a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un accord intervient à cet effet entre les Parties contractantes;
- b) aux actes législatifs ou réglementaires que étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du gouvernement de la Partie qui modifie sa législation, notifiée au gouvernement de l'autre Partie dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

§ 3. Les conditions dans lesquelles le régime de sécurité sociale des étudiants prévu par la législation de l'une des Parties pourra bénéficier aux ressortissants de l'autre Partie font l'objet d'un protocole annexé à la présente Convention.

Dispositions dérogatoires

ARTICLE 6

Par dérogation aux dispositions de l'article 1^o de la présente convention:

1. Ne sont pas assujettis au régime de sécurité sociale du pays du lieu de travail et demeurent soumis au régime de sécurité sociale du pays d'origine:

- a) De plein droit, les travailleurs salariés détachés par leur employeur dans l'autre pays pour y effectuer un travail déterminé, pour autant que la durée du détachement n'excède pas trois ans y compris la durée des congés;
- b) Sous réserve de l'accord préalable et conjoint des autorités administratives compétentes des deux pays, ou des autorités qu'elles ont déléguées à cet effet, les travailleurs salariés détachés par leur employeur dans l'autre pays pour y effectuer un travail déterminé dont la durée, initialement prévue ou non, doit se prolonger au-delà de trois ans.

2. Les personnels salariés, autres que ceux visés à l'article 3 (2 b), au service d'une administration de l'un des Etats contractants qui sont affectés sur le territoire de l'autre Etat, continuent à être soumis au régime de sécurité sociale de l'Etat qui les a affectés.

3. Les personnels salariés des postes diplomatiques ou consulaires autres que ceux visés à l'article 3 (2 c) de même que les travailleurs au service personnel d'agents de ces postes, ont la faculté d'opter pour l'application de la législation de l'Etat représenté, pour autant que ces salariés ne soient pas des ressortissants de l'autre Etat.

4. Les agents mis par l'un des Etats à la disposition de l'autre sur la base d'un contrat de coopération sont régis par les dispositions relatives à la sécurité sociale qui sont ou seront prévues dans les accords de coopérations passés entre les deux pays.

5. Les travailleurs salariés des entreprises publiques ou privées de transport de l'un des Etats contractants, occupés sur le territoire de l'autre Etat, soit à titre temporaire, soit comme personnel ambulancier, sont soumis au régime de sécurité sociale en vigueur sur le territoire de l'Etat où l'entreprise a son siège.

ARTICLE 7

Les autorités administratives compétentes des Etats contractants pourront prévoir d'un commun accord et dans l'intérêt des travailleurs de l'un ou de l'autre pays d'autres dérogations aux dispositions de l'article premier.

Inversement, elles pourront convenir que les dérogations prévues à l'article précédent ne s'appliqueront pas dans certains cas particuliers.

TITRE DEUX

Dispositions particulières

CHAPITRE PREMIER

Assurances maladie et maternité

ARTICLE 8

Égalité des Droits

Les travailleurs cap-verdiens exerçant une activité salariée en France et les travailleurs français exerçant une activité salariée au Cap-Vert bénéficient, ainsi que les membres de leur famille qui les accompagnent, des prestations des assurances maladie et maternité prévues par la législation du pays de leur nouvelle résidence pour autant que:

1. Ils aient effectué, dans ce pays, un travail soumis à l'assurance;
2. Ils remplissent dans ledit pays les conditions requises pour l'obtention desdites prestations.

ARTICLE 9

Totalisation des périodes d'assurance

1. Dans le cas où, pour l'ouverture du droit aux prestations des assurances maladie et maternité, le intéressés ne justifient pas de la durée d'assurance prévue par la législation du nouveau pays d'emploi, il est fait appel pour compléter les périodes d'assurance ou équivalentes accomplies dans ce pays aux périodes d'assurance ou équivalentes antérieurement accomplies dans le précédent pays d'emploi.

Toutefois, il n'y a lieu à totalisation desdites périodes que dans la mesure où il ne s'est pas écoulé un délai supérieur à six mois entre la fin de la période d'assurance dans le premier pays et le début de la période d'assurance dans le nouveau pays d'emploi.

2. Les dispositions ci-dessus sont également applicables en cas de retour du travailleur dans son pays d'origine.

ARTICLE 10

Transfert de residence (maladie)

Un travailleur salarié français occupé au Cap Vert ou un travailleur salarié cap-verdien occupé en France, admis au bénéfice des prestations de l'assurance maladie à la charge dans le premier cas d'une institution cap-verdienne, dans le second cas d'une institution française, conserve le bénéfice desdites prestations lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre pays à condition que, préalablement à son départ, le travailleur ait obtenu l'autorisation de l'institution cap-verdienne ou française à laquelle il est affilié.

Cette autorisation n'est valable que pour la durée maximum de trois mois.

Toutefois ce délai peut être prorogé pour une nouvelle période de trois mois par décision de l'institution d'affiliation après avis favorable de son contrôle médical.

Dans l'hypothèse d'une maladie présentant un caractère d'exceptionnelle gravité, telle que définie par l'Arrangement administratif, l'institution d'affiliation accordera le maintien des prestations au-delà de la période de six mois visée ci-dessus dans les conditions fixées par ledit Arrangement.

ARTICLE 11

Transfert de residence (maternité)

La femme salariée française occupée au Cap-Vert et admise au bénéfice des prestations de l'assurance maladie pour cause de maternité à la charge d'une institution cap-verdienne, bénéficie des prestations de l'assurance maternité du régime français lorsqu'elle transfère sa résidence sur le territoire français à condition que, préalablement à son départ, l'intéressée ait obtenu l'autorisation de l'institution cap-verdienne à laquelle elle est affiliée.

La femme salariée cap-verdienne occupée en France et admise au bénéfice des prestations de l'assurance maternité à la charge d'une institution française, bénéficie des prestations de l'assurance maladie du régime cap-verdien lorsqu'elle transfère sa résidence sur le territoire cap-verdien à condition que, préalablement à son départ, l'intéressée ait obtenu l'autorisation de l'institution française à laquelle elle est affiliée.

L'autorisation visée aux deux précédents alinéas est valable jusqu'à la fin de la période d'indemnisation prévue par la législation du pays de la nouvelle résidence.

Toutefois, en cas de grossesse pathologique ou de suites de couches pathologiques, ce délai peut être prorogé sur justifications et après avis du contrôle médical de l'institution d'affiliation.

ARTICLE 12

Congé payé

Un travailleur salarié français occupé au Cap-Vert ou un travailleur salarié cap-verdien occupé en France a droit au bénéfice des prestations des assurances maladie et maternité lors d'un séjour temporaire effectué dans

son pays d'origine à l'occasion du congé payé annuel, lorsque son état vient à nécessiter des soins médicaux y compris l'hospitalisation et sous réserve que l'institution d'affiliation cap-verdienne ou française, ait donné son accord.

Cette autorisation n'est valable que pour une durée maximum de trois mois.

Toutefois, ce délai peut être prorogé pour une nouvelle période de trois mois par décision de l'institution d'affiliation, après avis favorable de son contrôle médical.

Dans l'hypothèse d'une maladie présentant un caractère d'exceptionnelle gravité, telle que définie par l'Arrangement administratif, l'institution d'affiliation accordera le maintien des prestations au-delà de la période de six mois visée ci-dessus, dans les conditions fixées par ledit Arrangement.

ARTICLE 13

Service des prestations

Dans les cas prévus aux articles 10, 11 et 12

— le service des prestations en nature (soins) est assuré par l'institution du pays de la nouvelle résidence ou de séjour du travailleur suivant les dispositions de la législation applicable dans ce pays en ce que concerne l'étendue et les modalités du service desdites prestations.

— le service des prestations en espèces (indemnités journalières) est assuré par l'institution du pays d'affiliation du travailleur.

ARTICLE 14

Charge des prestations

Dans les cas prévus aux articles 10, 11 et 12, la charge des prestations incombe à l'institution d'affiliation du travailleur. L'Arrangement administratif fixe les modalités selon lesquelles les prestations en nature sont remboursées par l'institution d'affiliation à l'institution du pays de la nouvelle résidence ou de séjour de travailleur.

ARTICLE 15

Prestations aux familles

Les membres de la famille d'un travailleur salarié français ou cap-verdien qui résident ou reviennent résider en France ou au Cap-Vert, alors que le travailleur exerce son activité dans l'autre pays, ont droit au bénéfice des prestations en nature en cas de maladie ou de maternité.

Ce droit est également ouvert aux membres de la famille qui accompagnent le travailleur lors d'un séjour temporaire effectué dans son pays d'origine à l'occasion du congé payé annuel.

La détermination des membres de la famille ainsi que l'étendue, la durée et les modalités du service desdites prestations résultent des dispositions de la législation du pays de résidence de la famille.

Le service des prestations est assuré par l'institution du pays de résidence de la famille.

La charge de ces prestations incombe au régime de sécurité sociale du pays d'affiliation du travailleur, lequel rembourse au régime de sécurité sociale du pays de résidence de la famille les trois quarts des dépenses y afférents sur la base d'un montant forfaitaire et selon des modalités qui seront déterminées par arrangement administratif.

Prestations aux travailleurs détachés

ARTICLE 16

Les travailleurs français ou cap-verdiens visés à l'article 6 — 1 de la présente Convention ainsi que les membres de leur famille qui les accompagnent, bénéficient des prestations des assurances maladie et maternité pendant toute la durée de leur séjour dans le pays où ils sont occupés.

Le service des prestations en espèces est assuré directement par l'institution d'affiliation, française ou cap-verdienne, dont ils relèvent.

Le service des prestations en nature est assuré au choix du travailleur, soit par l'institution du pays de séjour, soit directement par l'institution d'affiliation.

ARTICLE 17

Prestations en nature de grande importance

L'octroi des prothèses, du grand appareillage et des autres prestations en nature d'une grande importance dont la liste sera annexée à l'Arrangement administratif est subordonné, sauf en cas d'urgence, à l'autorisation de l'institution d'affiliation. Toutefois, cette autorisation n'est pas requise en ce qui concerne les dépenses remboursables sur des bases forfaitaires.

CHAPITRE II

Assurance invalidité

ARTICLE 18

Levée des clauses de résidence

Les ressortissants de l'une ou l'autre des Parties contractantes, titulaires d'une pension d'invalidité au titre de la législation d'une Partie, bénéficient intégralement de cette pension lorsqu'ils séjournent ou résident sur le territoire de l'autre Partie.

ARTICLE 19

Totalisations des périodes d'assurance

Pour les travailleurs salariés qui se rendent d'un pays à l'autre, les périodes d'assurance ou équivalentes accomplies sous le régime de sécurité sociale du premier pays sont totalisées, à la condition qu'elles ne se superposent pas, avec les périodes d'assurance ou équivalentes sous le régime de l'autre pays, tant en vue de l'ouverture du droit aux prestations en espèces (pensions) de l'assurance invalidité qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

ARTICLE 20

Liquidation de la pension

La pension d'invalidité est liquidée conformément à la législation dont relevait l'intéressé au moment où, par suite de maladie ou d'accident, est survenue l'interruption de travail suivie d'invalidité.

Lorsque, d'après la législation de l'un des Etats contractants, la liquidation de la pension d'invalidité s'effectue sur la base du salaire moyen de tout ou partie de la période d'assurance, le salaire moyen pris en considération pour le calcul de la pension est déterminé d'après les salaires constatés pendant la période, d'assurance accomplie sous la législation dudit Etat.

La charge de la pension d'invalidité est supportée par l'institution compétente aux termes de cette législation.

ARTICLE 21

Recouvrement du droit

§ 1.^{er} Si, après suspension de la pension d'invalidité assurée recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'institution débitrice de la pension primitivement accordée.

§ 2. Si, après suppression de la pension, l'état de l'assuré justifie l'octroi d'une nouvelle pension d'invalidité, celle-ci est liquidée suivant les règles fixées à l'article 20.

ARTICLE 22

Transformation en pension de vieillesse

La pension d'invalidité est transformée, le cas échéant, en pension de vieillesse dès que se trouvent remplies les conditions, notamment d'âge, requises par la législation de l'un des deux pays pour l'attribution d'une pension de vieillesse.

Si le total des prestations auxquelles un assuré peut prétendre de la part de chacun des régimes d'assurance vieillesse des deux pays est inférieur au montant de la pension d'invalidité, il est servi un complément différentiel à la charge du régime qui était débiteur de ladite pension.

ARTICLE 23

Législation spéciale aux travailleurs des mines en France

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux travailleurs qui ont été occupés dans les mines en France et au Cap-Vert pour la détermination des droits aux prestations d'invalidité prévues par le régime français de sécurité sociale dans les mines ainsi que pour le maintien ou le recouvrement de ces droits.

Toutefois, la pension d'invalidité professionnelle prévue par la législation spéciale aux travailleurs des mines en France n'est attribuée qu'aux assurés qui étaient soumis à cette législation au moment où est survenue l'interruption de travail suivie d'invalidité et qui ont résidé en France jusqu'à la liquidation de ladite pension.

La pension cesse d'être servie au pensionné qui reprend le travail hors de France.

CHAPITRE III

Assurance vieillesse et assurance décès

(Pensions de survivants)

ARTICLE 24

Levée des clauses de résidence

Lorsque la législation de l'un des Etats contractants subordonne l'octroi d'avantages à caractère contributif ou l'accomplissement de certaines formalités à des conditions de résidence sur le territoire de cet Etat, celles-ci ne sont pas opposables aux ressortissants cap-verdiens ou français tant qu'ils résident sur le territoire de l'un des deux Etats.

ARTICLE 25

Modes de liquidation de l'avantage de vieillesse

Le travailleur salarié français ou cap-verdien qui, au cours de sa carrière, a été soumis successivement ou alternativement, sur le territoire des deux Etats contractants, à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse de chacun de ces Etats, bénéficie des prestations dans les conditions suivantes:

I — Si l'intéressé satisfait aux conditions requises par la législation de chacun de ces Etats pour avoir droit aux prestations, l'institution compétente de chaque Partie contractante détermine le montant de la prestation selon les dispositions de la législation qu'elle applique compte tenu des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation.

II — Au cas où l'intéressé ne satisfait pas à la condition de durée d'assurance requise par l'une et l'autre des législations nationales, les prestations auxquelles il peut prétendre de la part des institutions qui appliquent ces législations sont liquidées suivant les règles ci-après:

A — Totalisation des périodes d'assurance.

1. Les périodes d'assurance accomplies sous chacune des législations des deux Etats contractants, de même que les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance, sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit;
2. Les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance sont dans chaque pays celles qui sont reconnues comme telles par la législation de ce pays. L'Arrangement administratif déterminera les règles à suivre en cas de superposition de périodes;

B — Liquidation de la prestation.

1. Compte tenu de la totalisation des périodes effectuée comme il est dit ci-dessus, l'institution compétente de chaque pays détermine d'après sa propre législation si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit à une pension de vieillesse au titre de cette législation;

2. Si le droit à pension est acquis, l'institution compétente de chaque pays détermine pour ordre la prestation à laquelle l'assuré aurait droit si toutes les périodes d'assurance ou reconnues équivalentes, totalisées suivant les règles posées au § II a du présent article, avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation;

3. La prestation effectivement due à l'intéressé par l'institution compétente de chaque pays est déterminée en réduisant le montant de la prestation visée à l'alinéa précédent au prorata de la durée des périodes d'assurance ou reconnues équivalentes accomplies sous sa propre législation par rapport à l'ensemble des périodes accomplies dans les deux pays.

III — Lorsque le droit est acquis au titre de la législation d'un seul des deux Etats, compte tenu des seules périodes accomplies sous cette législation, l'institution compétente de cet Etat détermine le montant de la prestation comme il est dit au I du présent article.

L'institution compétente de l'autre Partie procède la liquidation de la prestation mise à sa charge dans les conditions visées au II.

ARTICLE 26

Durée minimale d'assurance

1. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie contractante n'atteint pas une année, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes, sauf si, en vertu de ces seules périodes, un droit à prestations est acquis en vertu de cette législation. Dans ce cas le droit est liquidé en fonction de ces seules périodes.

2. Néanmoins, ces périodes peuvent être prises en considération pour l'ouverture des droits par totalisation au regard de la législation de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 27

Régimes spéciaux

1. Si la législation de l'un des Etats contractants subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial, ou le cas échéant dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant ne sont prises en compte pour l'octroi de ces avantages que si elles ont été accomplies sous un régime correspondant ou, à défaut, dans la même profession ou le cas échéant dans le même emploi.

2. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdits avantages, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général sans qu'il soit tenu compte de leur spécificité.

3. Nonobstant les dispositions de l'article 24:

- a) l'allocation spéciale et l'indemnité cumulable prévues par la législation française spéciale aux travailleurs des mines ne sont servies qu'aux

personnes qui continuent à travailler dans les mines françaises alors qu'elles se sont acquies des droits à pension du régime minier;

b) les allocations pour enfants à charge prévues par la législation française spéciale aux travailleurs des mines, sont servies dans les conditions fixées par cette législation.

ARTICLE 28

Cas d'application successive des législations

1. Lorsque l'intéressé ne réunit pas à un moment donné les conditions requises par les législations des deux Parties contractantes mais satisfait seulement aux conditions de l'une d'elles, ou lorsqu'il réunit les conditions requises de part et d'autre mais a usé de la possibilité offerte par la législation de l'un des États contractants de différer la liquidation de ses droits à une prestation, le montant des prestations dues au titre de la législation nationale au regard de laquelle les droits son liquidés est calculé conformément aux dispositions de l'article 25 § I ou II selon le cas.

2. Lorsque le décès, ouvrant droit à l'attribution de l'autre Partie contractante se trouvent remplies ou lorsque l'assuré demande la liquidation de ses droits qu'il avait différés au regard de la législation de l'un des États contractants, il est procédé à la liquidation des prestations dues au titre de cette législation dans les termes de l'article 25 sans qu'il y ait lieu de procéder à une révision des droits déjà liquidés au titre de la législation de la première Partie.

ARTICLE 29

Prestations de survivants

1. Les dispositions du présent chapitre sont applicables par analogie aux droits des conjoints et enfants survivants.

2. Lorsque le décès, ouvrant droit à l'attribution d'une pension de survivants, survient avant que le travailleur ait obtenu la liquidation de ces droits au regard de l'assurance vieillesse, les prestations dues aux ayants droit sont liquidées dans les conditions précisées à l'article 25.

ARTICLE 30

Base de calcul de la prestation

Lorsque, d'après la législation de l'un des États contractants, la liquidation de la prestation de vieillesse s'effectue sur la base du salaire moyen de tout ou partie de la période d'assurance, le salaire moyen pris en considération pour le calcul de la prestation est déterminé d'après les salaires constatés pendant la période d'assurance, accomplie sous la législation dudit État.

CAPITRE IV

Accidents du travail et maladies professionnelles

ARTICLE 31

Levée des clauses de résidence

§ 1^{er}. Ne sont pas opposables aux ressortissants de l'un des États contractants les dispositions contenues dans les législations de l'autre État concernant les accidents

du travail et les maladies professionnelles qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison de leur résidence.

§ 2. Les majorations ou allocations complémentaires, accordées en supplément des rentes d'accidents du travail en vertu des législations applicables sur le territoire de chacun des deux États contractants, sont maintenues aux personnes visées à l'alinéa précédent qui transfèrent leur résidence du territoire de l'un des États sur le territoire de l'autre.

ARTICLE 32

Transfert de résidence

Un travailleur salarié français victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie professionnelle au Cap-Vert, ou un travailleur salarié cap-verdien victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie professionnelle en France et admis au bénéfice des prestations dues pendant la période d'incapacité temporaire, conserve le bénéfice desdites prestations lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre pays, à condition que préalablement à son départ le travailleur ait obtenu l'autorisation de l'institution cap-verdienne ou française à laquelle il est affilié.

Cette autorisation n'est valable que pour la durée fixée par l'institution d'affiliation.

Si, à l'expiration du délai ainsi fixé, l'état de la victime le requiert, le délai est prorogé jusqu'à la guérison ou la consolidation effective de la blessure par décision de l'institution d'affiliation après avis favorable de son contrôle médical.

ARTICLE 33

Cas de la rechute

1. Lorsque le travailleur salarié français ou cap-verdien est victime d'une rechute de son accident ou de sa maladie professionnelle alors qu'il a transféré temporairement ou définitivement sa résidence sur le territoire de l'autre État, il a droit au bénéfice des prestations en nature et en espèces de l'assurance accidents du travail, à condition qu'il ait obtenu l'accord de l'institution cap-verdienne ou française à laquelle il était affilié à la date de l'accident ou de la première constatation de la maladie professionnelle.

2. Le droit est apprécié au regard de la législation qu'elle applique par l'institution cap-verdienne ou française à laquelle le travailleur était affilié à la date de l'accident ou de la première constatation de la maladie professionnelle.

ARTICLE 34

Service des prestations de l'incapacité temporaire

Dans les cas prévus aux articles 32 et 33:

— le service des prestations en nature (soins) est assuré par l'institution du pays de la nouvelle résidence du travailleur, suivant les dispositions de la législation applicable dans ce pays, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations;

— le service des prestations en espèces (indemnités journalières) est assuré par l'institution d'affiliation de l'intéressé, conformément à la législation qui lui est applicable.

ARTICLE 35

Charge des prestations de l'incapacité temporaire

Dans les cas prévus aux articles 32 et 33 la charge des prestations incombe à l'institution d'affiliation du travailleur.

L'Arrangement administratif fixe les modalités selon lesquelles les prestations en nature sont remboursées par l'institution d'affiliation à l'institution du pays de la nouvelle résidence du travailleur.

ARTICLE 36

Prestations en nature de grande importance

Dans les cas prévus aux articles 32 et 33, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance, dont la liste sera annexée à l'Arrangement administratif, est subordonné, sauf en cas d'urgence, à l'autorisation préalable de l'institution d'affiliation.

ARTICLE 37

Designation de l'institution Cap-Verdienne

Pour l'application des articles 32 à 36 inclus, l'Arrangement administratif désignera l'institution cap-verdienne appelée à jouer le rôle d'institution d'affiliation au sens desdits articles.

ARTICLE 38

Accidents successifs

Pour apprécier le degré d'incapacité permanente résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle au regard de la législation d'une Partie, les accidents du travail ou les maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre Partie sont pris en considération comme ils étaient survenus sous la législation de la première Partie.

ARTICLE 39

Maladies professionnelles

1. Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a exercé, sur le territoire des deux Parties, un emploi susceptible de provoquer ladite maladie, les prestations auxquelles la victime ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la Partie sur le territoire de laquelle l'emploi en cause a été exercé en dernier lieu et sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions prévues par cette législation.

2. Lorsque la législation de l'une des Parties subordonne le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque

ladite maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre Partie.

3. En cas de pneumoconiose sclérogène, les dispositions suivantes reçoivent application:

- a) Lorsque la législation de l'une des Parties subordonne le bénéfice des prestations de maladies professionnelles à la condition qu'une activité susceptible de provoquer la maladie considérée ait été exercée pendant une certaine durée, l'institution compétente de cette Partie prend en considération dans la mesure nécessaire les périodes pendant lesquelles une telle activité a été exercée sur le territoire de l'autre Partie;
- b) La charge des rentes est répartie entre les institutions compétentes des deux Parties selon les modalités précisées par Arrangement administratif.

ARTICLE 40

Aggravation de la Maladie professionnelle

En cas d'aggravation d'une maladie professionnelle réparée en vertu de la législation de l'une des Parties alors que la victime réside sur le territoire de l'autre Partie, les règles suivantes sont applicables:

- a) si le travailleur n'a pas exercé sur le territoire de l'État de sa nouvelle résidence un emploi susceptible de provoquer cette maladie professionnelle, l'institution du premier Etat prend à sa charge l'aggravation de la maladie dans les termes de sa propre législation;
- b) si le travailleur a exercé sur le territoire de l'État de sa nouvelle résidence un emploi susceptible de provoquer cette maladie professionnelle:
 - l'institution de la première Partie conserve à sa charge la prestation due à l'intéressé en vertu de sa propre législation comme si la maladie n'avait subi aucune aggravation;
 - l'institution de l'autre Partie prend à sa charge le supplément de prestations correspondant à l'aggravation. Le montant de ce supplément est alors déterminé selon la législation de cette dernière Partie comme si la maladie s'était produite sur son propre territoire; il est égal à la différence entre le montant de la prestation qui aurait été due après l'aggravation et le montant de la prestation qui aurait été due avant l'aggravation.

CHAPITRE V

Prestations familiales

ARTICLE 41

Totalisation des périodes d'emploi

Lorsque pour l'ouverture du droit aux prestations familiales le travailleur ne justifie pas de toute la période d'emploi requise par la législation du nouveau pays d'emploi, il est fait appel pour compléter ladite période à la période d'emploi ou assimilée accomplie dans l'autre pays.

ARTICLE 42

Ouverture du droit aux allocations familiales**du pays residence des enfants**

Les travailleurs salariés occupés en France ou au Cap-Vert peuvent prétendre pour leurs enfants qui résident sur le territoire de l'autre Etat aux allocations familiales prévues par la législation de l'Etat sur le territoire duquel résident les enfants s'ils remplissent les conditions d'activité dans le pays d'emploi qui seront fixées par l'Arrangement administratif.

ARTICLE 43

Enfants bénéficiaires

Les enfants bénéficiaires des allocations familiales visées à l'article 42 sont les enfants à charge du travailleur au sens de la législation de l'Etat sur le territoire duquel ils résident.

ARTICLE 44

Service des allocations familiales

Le service des allocations familiales est assuré par l'institution compétente de l'Etat sur le territoire duquel résident les enfants, selon les modalités prévues par la législation que ladite institution est chargée d'appliquer.

ARTICLE 45

Participation du pays d'emploi

1. L'institution compétente de l'Etat sur le territoire duquel le travailleur est employé verse à l'organisme centralisateur de l'Etat de résidence des enfants une participation forfaitaire calculée à partir du premier enfant dans la limite de quatre.

2. Le montant de la participation par enfant figure dans un barème arrêté d'un commun accord entre les autorités administratives compétentes des deux Etats et annexé à l'Arrangement administratif.

3. Le barème peut être révisé compte tenu des variations de la base de calcul du montant des allocations familiales dans les deux Etats à la fois au cours de la même année. Cette révision ne peut intervenir qu'une fois par an.

ARTICLE 46

Modalités de versement de la participation

Les conditions d'application de l'article 15, notamment les modalités de versement de la participation, seront fixées par arrangement administratif.

ARTICLE 47

Travailleurs détachés

1. Les enfants des travailleurs visés à l'article 6 (paragraphe I a) qui accompagnent ces travailleurs sur le territoire de l'autre Etat, ouvrent droit aux prestations familiales prévues par la législation de l'Etat d'origine telles qu'énumérées par l'Arrangement administratif.

2. Le service des prestations familiales est assuré directement par l'institution d'allocations familiales compétente de l'Etat d'origine des intéressés.

CHAPITRE VI

Assurance decés

ARTICLE 48

Ouverture du droit

Les travailleurs salariés français au Cap-Vert et les travailleurs salariés cap-verdiens en France ouvrent droit aux allocations prévues en cas de décès par la législation du pays d'emploi, pour autant que:

- a) ils aient effectué dans ce pays un travail soumis à l'assurance;
- b) ils remplissent, dans ledit pays, les conditions requises pour l'obtention desdites allocations.

ARTICLE 49

Totalisation des périodes d'assurance

Dans le cas où, pour l'ouverture du droit aux allocations en cause, un travailleur n'a pas accompli à la date de son décès la durée d'assurance prévue par la législation du nouveau pays d'emploi, il est fait appel pour compléter les périodes d'assurance ou équivalentes effectuées dans ce dernier pays aux périodes d'assurance ou équivalentes antérieurement accomplies par le travailleur dans l'autre pays.

ARTICLE 50

Cas particuliers

Dans les cas visés aux articles 10, 11 et 12, le décès survenu dans le pays de séjour est censé être survenu dans le pays d'emploi.

TITRE TROIS

Dispositions diverses

CHAPITRE PREMIER

Mesures d'application de la convention

ARTICLE 51

Arrangements administratifs

Un Arrangement administratif général, arrêté par les autorités administratives compétentes des deux Parties contractantes, fixera en tant que de besoin les conditions d'application de la présente Convention, et notamment celles concernant les articles qui renvoient expressément audit Arrangement.

Dans cet Arrangement seront désignés les organismes de liaison des deux Parties contractantes.

En outre, à cet Arrangement administratif général ou le cas échéant à un arrangement administratif complémentaire, seront annexés les modèles des formulaires nécessaires à la mise en jeu des procédures et formalités arrêtées en commun.

ARTICLE 52

Autorites administratives competentes

Sont considérés, sur le territoire de chacune des Parties contractantes comme autorités administratives compétentes, au sens de la présente Convention, les ministres qui sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application des législations énumérées à l'article 5.

ARTICLE 53

Information

Les autorités administratives compétentes des deux Parties contractantes:

- prendront, outre l'Arrangement administratif général visé à l'article 51, tous arrangements administratifs le complétant ou le modifiant;
- se communiqueront directement toutes informations concernant les mesures prises sur le plan interne pour l'application de la présente Convention et des arrangements pris pour son application;
- se saisiront mutuellement des difficultés qui pourraient naître sur le plan technique de l'application des dispositions de la Convention ou des arrangements pris pour son application;
- se communiqueront directement toutes informations concernant des modifications apportées aux législations et réglementations visées à l'article 5 dans la mesure où ces modifications seraient susceptibles d'affecter l'application de la présente Convention ou des arrangements pris pour son application.

ARTICLE 54

Entrée administrative

Pour l'application, tant de la présente Convention que de la législation de sécurité sociale de l'autre pays, les autorités administratives compétentes et les institutions de sécurité sociale des deux Parties contractantes se prêteront leurs bons offices comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation de sécurité sociale.

ARTICLE 55

Modalités de contrôle

Les autorités administratives compétentes régleront par arrangement administratif les modalités tant du contrôle médical et administratif que des procédures d'expertises nécessaires à l'application de la présente Convention.

ARTICLE 56

Fonctionnement des institutions

Il n'est pas dérogé aux règles prévues par les législations énumérées à l'article 5 en ce qui concerne la participation des étrangers à la constitution ou au renouvellement des organes nécessaires au fonctionnement des institutions de sécurité sociale de chaque pays.

CHAPITRE II

Dispositions derogatoires aux législations internes

ARTICLE 57

Exemptions de taxe et dispense de visa

1. Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement, de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'une des Parties contractantes pour les pièces à produire aux administrations ou institutions de sécurité sociale de cette Partie est étendu aux pièces correspondantes à produire pour l'application de la présente Convention aux administrations ou institutions de sécurité sociale de l'autre Partie.

2. Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités consulaires.

ARTICLE 58

Recours

Les recours en matière de sécurité sociale, qui auraient dû être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité, institution ou juridiction d'une des Parties contractantes compétentes pour les recevoir, sont recevables s'ils sont présentés dans le même délai à une autorité, institution ou juridiction correspondante de l'autre Partie. Dans ce cas, la transmission des recours à l'autorité, institution ou juridiction compétente de la première Partie devra s'opérer sans retard.

ARTICLE 59

Langues officielles

Les communications adressées pour l'application de la présente Convention par les bénéficiaires de cette Convention ou par les autorités, institutions ou juridictions de l'autre Etat sont rédigées dans la langue officielle de l'un ou l'autre Etat.

ARTICLE 60

Formalités

Les formalités prévues par les dispositions légales ou réglementaires de l'une des Parties contractantes pour le service des prestations dues à ses ressortissants sur le territoire de l'autre Partie s'appliqueront également, dans les mêmes conditions, aux ressortissants de l'autre Partie admis au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente Convention.

CHAPITRE III

Transferts

ARTICLE 61

Liberté des transferts sociaux

Nonobstant toutes dispositions internes en matière de réglementation des changes, les deux Gouvernements s'engagent mutuellement à n'apporter aucun obstacle au libre transfert des sommes correspondant à l'ensemble des règlements financiers rattachés à des opérations de

sécurité sociale ou de prévoyance sociale soit en application de la présente Convention, soit en application de la législation interne de chacune des Parties concernant tant les travailleurs salariés et assimilés que les non salariés, notamment au titre de l'assurance volontaire et des régimes de retraites complémentaires.

ARTICLE 62

Monnaie et taux de change

1. Les institutions débitrices de prestations en vertu tant de la présente Convention que de leur propre législation s'en libèrent valablement dans la monnaie de leur Etat.

2. Les montants des remboursements prévus par la présente Convention calculés sur la base des dépenses réelles ou sur des bases forfaitaires sont libellés dans la monnaie de l'Etat de l'institution qui a assuré le service des prestations, au taux de change en vigueur au jour du règlement.

ARTICLE 63

Centralisation des prestations

Les autorités administratives compétentes des deux Etats pourront, par arrangement administratif, confier aux organismes de liaison des deux Etats le soin de centraliser en vue de leur transfert dans l'autre Etat tout ou partie des prestations prévues par la présente Convention. Dans ce cas, le transfert de ces prestations s'effectuera par le canal des instituts d'émission des deux Parties.

CHAPITRE IV

ARTICLE 64

Règlement des différends

1. Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente Convention seront réglées d'un commun accord par les autorités administratives compétentes des Parties contractantes.

2. Au cas où il ne serait pas possible d'arriver à un règlement par cette voie le différend sera réglé d'un commun accord par les deux Gouvernements.

3. Au cas où le différend ne pourrait être réglé par la procédure ci-dessus, il serait soumis à une procédure d'arbitrage arrêtée d'un commun accord par les deux Gouvernements.

CHAPITRE V

Dispositions transitoires et finales

ARTICLE 65

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. Les rentes ou pensions qui, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, n'avaient pas été liquidées ou qui avaient fait l'objet d'une

liquidation séparée ou qui avaient subi une réduction ou une suspension en raison de la nationalité ou de la résidence de leurs titulaires en application des dispositions en vigueur dans chacun des Etats contractants pourront être liquidées, révisées ou rétablies dans les termes de la Convention.

La liquidation ou la révision sera effectuée conformément aux règles précisées par le présent accord, étant entendu que toute période d'assurance accomplie sous la législation d'une Partie contractante avant l'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination des droits ouverts conformément aux dispositions de ladite Convention.

3. Toutefois, si les droits antérieurement liquidés ont fait l'objet d'un règlement en capital, il n'y a pas lieu à révision.

ARTICLE 66

1. La liquidation ou la révision des rentes ou pensions en cause s'effectue à la demande des intéressés.

La demande est introduit auprès des institutions compétentes de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

Elle prend effet à compter du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été introduite.

2. Si la demande a été introduite dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, elle prend effet rétroactivement à compter de cette date.

ARTICLE 67

Le Gouvernement de chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui le concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Celle-ci prendra effet le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

ARTICLE 68

La présente Convention est conclue pour une durée d'une année à partir de la date de son entrée en vigueur. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

En cas de dénonciation, les stipulations de la présente Convention resteront applicable aux droits acquis nonobstant les dispositions restrictives que les législations intéressées prévoiraient pour les cas de séjour à l'étranger d'un assuré.

Fait à Paris le 15 Janvier 1980 en double exemplaire en langues portugaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert, *Corsino António Fortes*, Ambassadeur Extraordinaire et Plenipotentiaire.

Pour le Gouvernement de la République Française, *Jean Meadmore*, Directeur de la Direction des Français à l'Etranger.

PROTOCOLE GENERAL

Au moment de signer la Convention générale sur la sécurité sociale en date de ce jour entre la République du Cap-Vert et la République Française, les Parties contractantes, animées du désir de coopérer plus étroitement dans le domaine culturel et social, conviennent des dispositions suivantes:

I — Assurances sociales des étudiants

1. Le régime français d'assurances sociales des étudiants institué au Titre 1er du Livre VI du Code de la sécurité sociale est applicable, dans les mêmes conditions qu'aux étudiants français, aux étudiants cap-verdiens qui poursuivent leurs études en France et ne sont dans ce pays ni assurés sociaux ni ayants droit d'un assuré social.

2. Le Gouvernement de la République du Cap-Vert s'engage à assurer l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale entre les étudiants cap-verdiens et les étudiants français sur le territoire de la République du Cap-Vert.

II — Allocation aux vieux travailleurs salariés

1. L'allocation aux vieux travailleurs salariés, prévue par le Titre 1er du Livre VII du Code de la sécurité sociale, est accordée aux vieux travailleurs salariés cap-verdiens résidant en France dans les mêmes conditions que pour les vieux travailleurs salariés français.

2. L'allocation aux vieux travailleurs salariés attribuée dans les conditions définies à l'alinéa 1, continue d'être servie aux bénéficiaires de nationalité cap-verdienne qui retournent résider sur le territoire de la République du Cap-Vert.

Les dispositions du présent Protocole prennent effet à la date d'entrée en vigueur de la Convention générale.

Fait à Paris le 15 Janvier 1980, en double exemplaire en langues portugaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert,
António Corsino Fortes, Ambassadeur Extraordinaire et Plenipotentiaire.

Pour le Gouvernement de la République Française,
Jean Meadmore, Directeur de la Direction des Français à l'Etranger.

— o —

Convenção Geral entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República Francesa sobre a Segurança Social

O Governo da República de Cabo Verde, por um lado, o Governo da República Francesa, por outro lado, desejosos de cooperar no domínio social,

afirmando a sua adesão ao princípio da igualdade de tratamento dos nacionais dos dois Estados perante a legislação de segurança social de cada um deles,

preocupados em permitir aos trabalhadores de cada um dos dois Estados que exerçam ou tenham exercido uma actividade no outro Estado a conservação dos direitos adquiridos ao abrigo da legislação que aí é aplicável,

decidiram concluir uma Convenção geral de segurança social com o objectivo de coordenar a aplicação da legislação caboverdiana e francesa em matéria de segurança social aos nacionais caboverdianos e franceses e, para este fim, acordaram nas seguintes disposições:

TÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

Igualdade de tratamento

§ 1.º Os nacionais franceses que exerçam em Cabo Verde uma actividade salariada ou assimilada estão sujeitos às legislações de segurança social enumeradas no subseqüente artigo 5.º, aplicáveis em Cabo Verde, e delas beneficiam, bem como os seus familiares residentes em Cabo Verde, nas mesmas condições que os nacionais caboverdianos.

§ 2.º Os nacionais caboverdianos que exerçam em França uma actividade salariada ou assimilada estão sujeitos às legislações de segurança social enumeradas no subseqüente artigo 5.º, aplicáveis em França, e delas beneficiam bem como os seus familiares residentes em França, nas mesmas condições que os nacionais franceses.

Artigo 2.º

Seguro voluntário

1. Os nacionais de um ou do outro Estado têm a faculdade de aderir ao seguro voluntário previsto pela legislação do Estado onde residem, tomados em consideração, dado o caso, os períodos de seguro ou equivalentes cumpridos sob o regime do outro Estado.

2. As disposições do artigo 1.º não obstam a que os trabalhadores franceses sujeitos ao regime de segurança social caboverdiano e os trabalhadores caboverdianos sujeitos ao regime de segurança social francês contribuam ou continuem a contribuir para o seguro voluntário previsto pela legislação do Estado de que são nacionais.

Artigo 3.º

Campo de aplicação pessoal

1. Estão abrangidos pela presente Convenção os nacionais de uma ou da outra Parte contratante, que exerçam ou tenham exercido uma actividade salariada ou assimilada, bem como os seus familiares.

2. Não estão compreendidos no âmbito de aplicação da presente Convenção:

- a) Os trabalhadores que não exerçam uma actividade salariada ou assimilada;
- b) Os funcionários civis e militares e o pessoal assimilado;

- c) Os membros das missões diplomáticas e dos postos consulares.

Artigo 4.º

Campo de aplicação territorial

Os territórios cobertos pelas disposições da presente Convenção são:

- no que respeita à França: os Departamentos europeus e os Departamentos do ultramar da República Francesa, incluindo as águas territoriais, assim como as zonas situadas fora das águas territoriais sobre as quais, em conformidade com o direito internacional, a França pode exercer os direitos relativos ao leito do mar, ao subsolo marítimo e aos seus recursos naturais;
- no que respeita a Cabo Verde: o conjunto das ilhas que formam o território da República de Cabo Verde, incluindo as águas territoriais, assim como as zonas situadas fora das águas territoriais sobre as quais, em conformidade com o direito internacional, Cabo Verde pode exercer os direitos relativos ao leito do mar, ao subsolo marítimo e aos seus recursos naturais.

Artigo 5.º

Campo de aplicação material

§ 1.º As legislações a que se aplica a presente Convenção são:

A — Em França:

- a) A legislação que estabelece a organização da segurança social;
- b) As legislações dos seguros sociais aplicáveis: aos salariables das profissões não agrícolas; aos salariables e assimilados das profissões agrícolas, com excepção das disposições que tornam extensiva a faculdade de aderir ao seguro voluntário as pessoas de nacionalidade francesa, salariables ou não salariables, que trabalham fora do território francês;
- c) As legislações sobre a prevenção e a reparação dos acidentes de trabalho e das doenças profissionais;
- d) A legislação respeitante às prestações familiares;
- e) As legislações sobre os regimes especiais de segurança social no que respeita aos riscos ou prestações cobertas pelas legislações enumeradas nas alíneas anteriores, e designadamente o regime relativo à segurança social nas minas;
- f) As legislações sobre o regime dos marítimos, nas condições estabelecidas, dado o caso, pelo acordo administrativo relativo à aplicação da presente Convenção.

B — Em Cabo Verde:

As legislações concernentes:

- a) Aos acidentes de trabalho e às doenças profissionais;
- b) Às prestações de doença;

- c) Às prestações de invalidez, velhice e de morte;
- d) Aos abonos de família.

§ 2.º A presente Convenção aplicar-se-á, igualmente, a todos os actos legislativos ou regulamentares que modificaram ou completaram ou que modificarão, codificarão ou complementarão as legislações enumeradas no parágrafo 1.º do presente artigo.

Não se aplicara, porém:

- a) Aos actos legislativos ou regulamentares que cubram um novo ramo da segurança social se, para esse efeito, não for concluído um acordo entre as Partes contratantes.
- b) Aos actos legislativos ou regulamentares que alargarem os regimes existentes a novas categorias de beneficiários se a esse respeito houver oposição, do Governo da Parte que modifica a sua legislação, notificada ao governo da outra Parte num prazo de três meses a contar da publicação oficial dos referidos actos.

§ 3.º As condições em que o regime de segurança social dos estudantes previstos pela legislação de uma das Partes poderá beneficiar os nacionais da outra Parte, serão objecto de um protocolo anexo à presente Convenção.

Disposições derogatórias

Artigo 6.º

Contrariamente às disposições do artigo 1.º da presente Convenção:

1. Não estão sujeitos ao regime de segurança social do lugar de trabalho e continuam sujeitos ao regime de segurança social do país de origem:

- a) De pleno direito, os trabalhadores salariables transferidos pela sua entidade patronal para o outro país, a fim de aí executarem determinado trabalho, desde que a duração da transferência não exceda três anos, incluindo o período de férias;
- b) Sob reserva de prévio acordo comum das autoridades administrativas competentes dos dois países, ou das autoridades em que estas delegarem para o efeito, os trabalhadores salariables transferidos pela sua entidade patronal para o outro país, a fim de aí executarem determinado trabalho, cuja duração, inicialmente prevista ou não, deva prolongar-se para além de três anos.

2. O pessoal salariado, que não seja o referido no artigo 3.º (2b) ao serviço de uma administração de um dos Estados Contraentes que seja colocado no território do outro Estado, continua sujeito ao regime de segurança social do Estado a que presta serviço.

3. O pessoal salariado dos postos diplomáticos ou consulares, que não seja o referido no artigo 3.º (2c), assim como os trabalhadores ao serviço pessoal de agentes desses postos, tem a faculdade de optar pela aplicação da legislação do Estado representado, desde que esse pessoal não seja nacional do outro Estado.

4. Os agentes colocados por um dos Estados à disposição do outro na base de um contrato de cooperação são abrangidos pelas disposições relativas à segurança social que estão ou estarão previstas nos acordos de cooperação assinados entre os dois países:

5. Os trabalhadores salarizados das empresas públicas ou privadas de transporte de um dos Estados Contratantes, ocupados no território do outro Estado, quer a título temporário, quer como pessoal ambulante, **estão sujeitos ao regime de segurança social em vigor no território do Estado onde a empresa tem a sede.**

Artigo 7.º

As autoridades administrativas competentes dos Estados Contratantes, de comum acordo e no interesse dos trabalhadores dos dois países, poderão prever outras excepções as disposições do artigo 1.º.

Inversamente, as mesmas autoridades poderão acordar que as excepções previstas no artigo anterior não serão aplicadas em determinados casos particulares.

TÍTULO II

Disposições particulares

CAPÍTULO I

Seguros de doença e maternidade

Artigo 8.º

Igualdade dos direitos

Os trabalhadores caboverdianos que exercem uma actividade salariada em França e os trabalhadores franceses que exercem uma actividade salariada em Cabo Verde beneficiam, assim como os familiares que os acompanham, das prestações dos seguros de doença e maternidade previstas pela legislação do país da nova residência, desde que:

1. Tenham efectuado, neste país, um trabalho sujeito ao seguro;
2. Satisfaçam no mesmo país as condições requeridas para a obtenção daquelas prestações.

Artigo 9.º

Totalização dos períodos de seguro

1. Quando, para a abertura do direito às prestações dos seguros de doença e maternidade, os interessados não satisfizerem a duração de seguro prevista pela legislação do novo país de emprego, serão tomados em conta os períodos de seguro ou equivalentes anteriormente cumpridos no precedente país de emprego, para completar os períodos de segurança ou equivalentes cumpridos no último país.

Todavia, só haverá lugar à totalização dos referidos períodos na medida em que não tenha decorrido prazo superior a seis meses entre o final do período de seguro no primeiro país e o início do período de seguro no novo país de emprego.

2. As disposições anteriores são igualmente aplicáveis em caso de regresso do trabalhador ao seu país de origem.

Artigo 10.º

Transferência de residência (doença)

Um trabalhador salariado francês ocupado em Cabo Verde ou um trabalhador salariado caboverdiano ocupado em França, com direito a beneficiar das presta-

ções do seguro de doença a cargo, no primeiro caso, de uma instituição caboverdiana, no segundo caso, de uma instituição francesa, conserva o benefício das referidas prestações quando transfere a sua residência para o território do outro país, sob a condição de o trabalhador, antes da sua saída, ter obtido a autorização da instituição caboverdiana ou francesa em que está inscrito.

Esta autorização só é válida durante o período máximo de três meses.

Todavia, este prazo pode ser prorrogado por um novo período de três meses por decisão da instituição em que o trabalhador estiver inscrito, após parecer favorável da respectiva **inspecção médica.**

Na hipótese de uma doença que apresente um carácter de excepcional gravidade, tal como definida pelo Acordo Administrativo, a instituição em que o trabalhador estiver inscrito concederá a manutenção das prestações para além do período de seis meses acima referido, nas condições fixadas pelo mesmo Acordo.

Artigo 11.º

Transferência de residência (maternidade)

A mulher salariada de nacionalidade francesa ocupada em Cabo Verde, e com direito a beneficiar das prestações do seguro de doença em consequência de maternidade, a cargo de uma instituição caboverdiana, beneficia das prestações do seguro de maternidade do regime francês quando transfere a sua residência para o território francês, sob condição de, antes da sua partida, a interessada ter obtido a autorização da instituição caboverdiana em que esta inscrita.

A mulher salariada caboverdiana ocupada em França e com direito a beneficiar das prestações do seguro de maternidade a cargo de uma instituição francesa, beneficia das prestações do seguro de doença do regime caboverdiano quanto transfere a sua residência para o território caboverdiano, sob condição de, antes da sua partida, a interessada, ter obtido a autorização da instituição francesa em que está inscrita.

A autorização referida nas duas alíneas anteriores é válida até ao final do período de indemnização previsto pela legislação do país da nova residência.

Todavia, no caso de gravidez patológica ou de sequelas de parto patológico, este prazo pode ser prorrogado mediante provas e após parecer da inspecção médica da instituição de inscrição.

Artigo 12.º

Férias pagas

Um trabalhador salariado de nacionalidade francesa ocupado em Cabo Verde ou um trabalhador salariado de nacionalidade caboverdiana ocupado em França tem direito ao benefício das prestações do seguro de doença e maternidade durante uma estada temporária no seu país de origem por ocasião das férias anuais, quando o seu estado venha a necessitar de cuidados médicos, incluindo hospitalização e desde que a instituição de inscrição caboverdiana ou francesa tenha dado o seu acordo.

Esta autorização só é válida durante o período máximo de três meses.

Todavia, este prazo pode ser prorrogado por um novo período de três meses, por decisão da instituição de inscrição, após parecer favorável da inspecção médica.

Na hipótese de uma doença que apresente um carácter de excepcional gravidade, tal como definida pelo Acordo Administrativo, a instituição de inscrição concederá a manutenção das prestações para além do período de seis meses acima referido, nas condições estabelecidas pelo referido Acordo.

Artigo 13.º

Concessão das prestações

Nos casos previstos nos artigos 10.º, 11.º e 12.º:

A concessão das prestações em espécie (tratamentos) é assegurada pelas instituições do país da nova residência ou de estada do trabalhador, de acordo com as disposições da legislação aplicável neste país, no que respeita à extensão e às modalidades de concessão das referidas prestações;

A concessão das prestações pecunárias (subsídios diários) é assegurada directamente pela instituição do país de inscrição do trabalhador.

Artigo 14.º

Encargo das prestações

Nos casos previstos nos artigos 10.º, 11.º e 12.º o encargo das prestações compete à instituição em que o trabalhador está inscrito. O Acordo Administrativo estabelece as modalidades segundo as quais as prestações em espécie são reembolsadas pela instituição em que o trabalhador está inscrito à instituição do país da nova residência ou de estada do trabalhador.

Artigo 15.º

Prestações às famílias

Os familiares de um trabalhador salariado de nacionalidade francesa ou caboverdiana que residem, ou voltem a residir, em França ou em Cabo Verde, quando o trabalhador exerça a sua actividade no outro país, têm direito ao benefício das prestações em espécie em caso de doença ou de maternidade.

Este direito está igualmente aberto aos familiares que acompanhem o trabalhador durante uma estada temporária no seu país de origem por ocasião de férias pagas anuais.

A determinação dos familiares assim como a extensão, a duração e as modalidades de concessão das referidas prestações resultam das disposições da legislação do país de residência da família.

A concessão das prestações é assegurada pela instituição do país de residência da família.

O encargo destas prestações incumbe ao regime de segurança social do país de inscrição do trabalhador, o qual reembolsa ao regime de segurança social do país de residência da família três quartos das despesas inerentes, na base de um montante convencional, e segundo modalidades que serão determinadas pelo Acordo Administrativo.

Artigo 16.º

Prestações aos trabalhadores destacados

Os trabalhadores franceses ou caboverdianos referidos no artigo 6.º — 1. da presente Convenção assim como os seus familiares que os acompanham beneficiam das prestações dos seguros de doença e maternidade durante todo o período da sua estadia no país em que estão ocupados.

A concessão das prestações pecuniárias é assegurada, directamente, pela instituição de inscrição francesa ou caboverdiana, de que dependem os trabalhadores.

A concessão das prestações em espécie é assegurada, por escolha do trabalhador, quer pela instituição do país de estada, quer directamente pela instituição de inscrição.

Artigo 17.º

Prestações em espécie de grande importância

A concessão das próteses, da grande aparelhagem e das outras prestações em espécie de grande importância cuja lista será anexa ao Acordo Administrativo, está subordinada, salvo em caso de urgência, à autorização da instituição de inscrição. Todavia, esta autorização não é necessária no que respeita às despesas reembolsáveis em bases convencionais.

CAPÍTULO II

Seguro de invalidez

Artigo 18.º

Revogação das cláusulas de residência

Os nacionais de uma ou outra das Partes Contratantes, titulares de uma pensão de invalidez ao abrigo da legislação de uma Parte, beneficiam integralmente desta pensão quando permanecem ou residem no território da outra Parte.

Artigo 19.º

Totalização dos períodos de seguro

Para os trabalhadores salarizados que se deslocem de um país para o outro, os períodos de seguro ou equivalentes cumpridos ao abrigo do regime de segurança social do primeiro país são totalizados, desde que não se sobreponham, com os períodos de seguro ou equivalentes cumpridos ao abrigo do regime do outro país, tanto para a abertura do direito as prestações pecuniárias (pensões) do seguro de invalidez, como para a manutenção ou a recuperação desse direito.

Artigo 20.º

Liquidação da pensão

A pensão de invalidez é liquidada em conformidade com a legislação de que o interessado dependia no momento em que, em consequência de doença ou acidente, ocorreu a interrupção de trabalho seguida de invalidez.

Quando, segundo a legislação de um dos Estados Contratantes, a liquidação da pensão de invalidez se efectua na base do salário médio de todo ou de parte do período de seguro, o salário médio tomado em consideração para o cálculo da pensão é determinado de acordo com os salários registados durante o período de seguro cumprido ao abrigo da legislação do referido Estado.

O encargo da pensão de invalidez é suportado pela instituição competente nos termos da sua legislação.

Artigo 21.º

Recuperação do direito

§ 1.º Quando, após suspensão da pensão de invalidez, o segurado recupera o seu direito, a concessão das prestações é retomada pela instituição devedora da pensão primitivamente atribuída.

§ 2.º Quando, após supressão da pensão, o estado do segurado justifica a concessão de uma nova pensão de invalidez, esta é liquidada de acordo com as regras estabelecidas no artigo 20.º

Artigo 22.º

Transformação em pensão de velhice

A pensão de invalidez é transformada, dado o caso, em pensão de velhice desde que se encontrem satisfeitas as condições, designadamente de idade, requeridas pela legislação de um dos dois países para a atribuição de uma pensão de velhice.

Se o total das prestações às quais um segurado pode pretender de cada um dos regimes de seguro de velhice dos dois países for inferior ao montante da pensão de invalidez, é devido um complemento diferencial a cargo do regime que era devedor da dita pensão.

Artigo 23.º

Legislação especial para os trabalhadores das minas em França

As disposições do presente capítulo aplicam-se aos trabalhadores que estiveram ocupados nas minas em França e em Cabo Verde para a determinação dos direitos às prestações de invalidez previstos pelo regime francês de segurança social nas minas, assim como para a manutenção ou a recuperação destes direitos.

Todavia, a pensão de invalidez profissional prevista pela legislação especial para os trabalhadores das minas em França só é concedida aos segurados que estavam sujeitos a esta legislação no momento em que ocorreu a interrupção de trabalho seguida de invalidez e que residiam em França até à liquidação da referida pensão.

A pensão deixa de ser paga ao pensionista que retome o trabalho fora de França.

CAPÍTULO III

Seguro de velhice e seguro de morte (Pensões de sobrevivência)

Artigo 24.º

Revogação das cláusulas de residência

Quando a legislação de um dos Estados Contratantes subordina a concessão de prestações com carácter contributivo, ou o cumprimento de certas formalidades, a condições de residência no território do mesmo Estado, estes não são oponíveis aos nacionais caboverdianos ou franceses desde que residam no território de um dos dois Estados.

Artigo 25.º

Modalidades de liquidação da prestação de velhice

O trabalhador salariado francês ou caboverdiano que, no decurso da sua carreira, tenha estado sujeito suces-

siva ou alternadamente, no território dos dois Estados Contratantes, a um ou a vários regimes do seguro de velhice de cada um dos mesmos Estados, beneficia das prestações nas condições seguintes:

I — Satisfazendo o interessado as condições requeridas pela legislação de cada um destes Estados para ter direito às prestações, a instituição competente de cada Parte Contratante determina o montante da prestação de acordo com as disposições da legislação que aplica, tomando em consideração somente os períodos de seguro cumpridos ao abrigo dessa legislação.

II — Quando o interessado não satisfaça a condição de duração de seguro exigida por uma e outra das legislações nacionais, as prestações a que ele pode pretender da parte das instituições que aplicam essas legislações são liquidadas de acordo com as regras seguintes:

A — Totalização dos períodos de seguro:

1. Os períodos de seguro cumpridos ao abrigo de cada uma das legislações dos dois Estados Contratantes, e bem assim os períodos reconhecidos como equivalentes a períodos de seguro, sã totalizados desde que não se sobreponham, tanto com vista à determinação do direito às prestações como para a manutenção ou recuperação desse direito.
2. Os períodos reconhecidos como equivalentes a períodos de seguro são, em cada país, os que forem reconhecidos como tais pela legislação desse país. O Acordo Administrativo determinará as regras a seguir nos casos de sobreposição dos períodos.

B — Liquidação da prestação:

1. Tendo em conta a totalização dos períodos, efectuada nos termos acima referidos, a instituição competente de cada país determina, de acordo com a sua própria legislação, se o interessado reúne as condições exigidas para ter direito a uma pensão de velhice ao abrigo desta legislação.
2. Uma vez adquirido o direito à pensão, a instituição competente de cada país determina por ordem a prestação a que o segurado teria direito se todos os períodos de seguro ou reconhecidos como equivalentes, totalizados segundo as regras enunciadas no § II A do presente artigo, tivessem sido cumpridos exclusivamente ao abrigo da sua própria legislação.
3. A prestação efectivamente devida ao interessado pela instituição competente de cada país é determinada reduzindo o montante da prestação referida na alínea anterior, proporcionalmente à duração dos períodos de seguro ou reconhecidos como equivalentes cumpridos ao abrigo da sua própria legislação, em relação ao conjunto dos períodos cumpridos nos dois países.

III Quando o direito tiver sido adquirido ao abrigo da legislação de um só dos dois Estados, tendo unicamente em conta os períodos cumpridos sob essa legislação, a instituição competente desse Estado determina o montante de prestação nos termos do parágrafo I do presente artigo.

A instituição competente da outra Parte procede à liquidação da prestação posta a seu cargo nas condições referidas no parágrafo II.

Artigo 26.º

Duração mínima de seguro

1. Se a duração total dos períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante não atinge um ano, a instituição desta Parte não terá de conceder prestações a título dos mesmos períodos, salvo se em virtude apenas desses períodos estiver adquirido um direito a prestações ao abrigo da mesma legislação. Neste caso, o direito é liquidado em função unicamente desses períodos.

2. Todavia, esses períodos podem ser tomados em consideração para a abertura do direito por totalização, face à legislação da outra Parte Contratante.

Artigo 27.º

Regime especiais

1. Se a legislação de um dos Estados Contratantes subordina a concessão de certas prestações à condição de os períodos de seguro terem sido cumpridos numa profissão sujeita a um regime especial, ou, dado o caso, numa profissão ou num emprego determinado, os períodos cumpridos ao abrigo da legislação do outro Estado Contratantes serão tomados em consideração para a concessão desses prestações se os mesmos tiverem sido cumpridos do abrigo de um regime correspondente ou, na falta deste, na mesma profissão ou, dado o caso, no mesmo emprego.

2. Se, tendo em conta os períodos assim cumpridos, o interessado não satisfizer as condições exigidas para beneficiar das referidas prestações, esses períodos são tomados em consideração para a concessão das prestações do regime geral, sem que seja tomada em conta a sua especificidade.

3. Não obstante as disposições do artigo 24.º.

- a) O subsídio especial e a indemnização cumulável previstos pela legislação francesa especial para os trabalhadores das minas só são concedidos às pessoas que continuam a trabalhar nas minas francesas, quando estas tenham adquirido direitos à pensão do regime mineiro.
- b) Os subsídios por filhos a cargo previstos pela legislação francesa especial para os trabalhadores das minas, são concedidos nas condições estabelecidas por esta legislação.

Artigo 28.º

Caso de aplicação sucessiva das legislações

1. Quando o interessado não satisfaz, num dado momento, as condições exigidas pelas legislações das duas Partes Contratantes, mas satisfaz somente as condições de uma delas, ou quando satisfaz as condições exigidas por uma parte e outra mas usou da possibilidade oferecida pela legislação de um dos Estados Contratantes, de diferir a liquidação dos seus direitos a uma prestação, o montante das prestações devidas ao abrigo da legislação nacional face à qual os direitos são liquidados é calculado de acordo com as disposições do artigo 25.º § I ou II, conforme o caso.

2. Quando as condições exigidas pela legislação da outra Parte Contratante se encontram satisfeitas ou quando o segurado requerer a liquidação dos seus direitos que tinha diferido face à legislação de um dos Estados Contratantes, procede-se à liquidação das pres-

tações devidas ao abrigo dessa legislação, nos termos do artigo 25.º, sem que se proceda à revisão dos direitos já liquidados ao abrigo da legislação da primeira Parte.

Artigo 29.º

Prestações de sobrevivência

1. As disposições do presente capítulo são aplicáveis, por analogia, aos direitos dos conjuges e descendentes sobreviventes.

2. Quando a morte que abra direito à atribuição de uma pensão de sobrevivência ocorre antes de o trabalhador ter obtido a liquidação dos seus direitos face ao seguro de velhice, as prestações devidas aos sobreviventes são liquidadas nas condições estabelecidas no artigo 25.º

Artigo 30.º

Bases de cálculo da prestação

Quando, segundo a legislação de um dos Estados Contratantes a liquidação da prestação de velhice se efectua na base do salário médio de todo ou parte do período de seguro, o salário médio tomado em consideração para o cálculo da prestação é determinado segundo os salários registados durante o período de seguro cumprido sob a legislação do referido Estado.

CAPÍTULO IV

Acidentes de trabalho e doenças profissionais

Artigo 31.º

Revogação das cláusulas de residência

§ 1.º. Não são oponíveis aos nacionais de um dos Estados Contratantes as disposições contidas nas legislações do outro Estado relativas aos acidentes de trabalho e às doenças profissionais, que restrinjam os direitos dos estrangeiros ou que oponham a estes uma perda de direitos em razão da sua residência.

§ 2.º. As melhorias ou subsídios complementares concedidos em suplemento das rendas de acidentes de trabalho por força das legislações aplicáveis no território de cada um dos dois Estados Contratantes são mantidos às pessoas referidas no parágrafo anterior que transferem a sua residência do território de um dos Estados para o território do outro.

Artigo 32.º

Transferência de residência

Um trabalhador salariado francês, vítima de acidente de trabalho ou atingido por uma doença profissional em Cabo Verde ou um trabalhador salariado caboverdiano, vítima de acidente de trabalho ou atingido por uma doença profissional em França admitido ao benefício das prestações devidas durante o período de incapacidade temporária, conserva o benefício das mesmas prestações quando transfere a sua residência para o território da outra Parte, desde que, antes da sua partida, tenha obtido autorização da instituição caboverdiana ou francesa em que se acha inscrito.

Esta autorização só é válida durante o período fixado pela instituição de inscrição.

Se, no final do prazo assim fixado, o estado da vítima o exigir, o prazo será prorrogado até à cura ou

à consolidação efectiva da lesão, por decisão da instituição de inscrição, após parecer favorável da inspecção médica do sinistrado.

Artigo 33.º

Caso de recaída

1. O trabalhador salariado francês ou caboverdiano que seja vítima de uma recaída de acidente ou de doença profissional quando transferiu temporária ou definitivamente a sua residência para o território do outro Estado, tem direito ao benefício das prestações em espécie e pecuniárias do seguro de acidente de trabalho, desde que tenha obtido o acordo da instituição caboverdiana ou francesa em que se encontrava inscrito à data do acidente ou da primeira verificação da doença profissional.

2. O direito é apreciado face à legislação aplicável pela instituição caboverdiana ou francesa em que o trabalhador se encontrava inscrito à data do acidente ou da primeira verificação da doença profissional.

Artigo 34.º

Concessão das prestações da incapacidade temporária

Nos casos previstos nos artigos 32.º e 33.º:

A concessão das prestações em espécie (tratamento) é assegurada pela instituição do país da nova residência do trabalhador, segundo as disposições da legislação aplicável no mesmo país, no que respeita à extensão e às modalidades de concessão das prestações;

A concessão das prestações pecuniárias (subsídios diários) é assegurada pela instituição de inscrição do interessado, de acordo com a legislação que lhe é aplicável.

Artigo 35.º

Encargo das prestações da incapacidade temporária

Nos casos previstos nos artigos 32.º e 33.º o encargo das prestações incumbe à instituição de inscrição do trabalhador.

O Acordo Administrativo fixa as modalidades segundo as quais as prestações em espécie são reembolsadas pela instituição de inscrição à instituição do país da nova residência do trabalhador.

Artigo 36.º

Prestações em espécie de grande importância

Nos casos previstos nos artigos 32.º e 33.º, a concessão das próteses, da grande aparelhagem e outras prestações em espécie de grande importância, cuja lista será anexa ao Acordo Administrativo, está subordinada, salvo em caso de urgência, à autorização prévia da instituição de inscrição.

Artigo 37.º

Designação da instituição caboverdiana

Para a aplicação dos artigos 32.º a 36.º inclusive, o Acordo Administrativo designará a instituição caboverdiana encarregada de desempenhar as funções de instituição de inscrição no sentido dos referidos artigos.

Artigo 38.º

Acidentes sucessivos

Para avaliar o grau de incapacidade permanente resultante de um acidente de trabalho ou de uma doença profissional face à legislação de uma Parte, os acidentes de trabalho ou as doenças profissionais ocorridos anteriormente a coberto da legislação da outra Parte são tomados em consideração como se tivessem ocorrido ao abrigo da legislação da primeira Parte.

Artigo 39.º

Doenças profissionais

1. Quando a vítima de uma doença profissional exerceu no território das duas Partes um emprego susceptível de provocar a referida doença, as prestações a que a vítima ou os seus sobreviventes podem pretender são concedidas exclusivamente ao abrigo da legislação da Parte em cujo território o emprego em causa foi exercido em último lugar, desde que o interessado satisfaça as condições previstas por esta legislação.

2. Quando a legislação de uma das Partes subordina o benefício das prestações de doença profissional à condição de a doença considerada ter sido verificada medicamente pela primeira vez no seu território, esta condição é considerada satisfeita quando a referida doença foi verificada pela primeira vez no território da outra Parte.

3. Em caso de pneumoconiose esclerogena, são aplicáveis as seguintes disposições:

- a) Quando a legislação de um das Partes subordina o benefício das prestações de doenças profissionais à condição de uma actividade susceptível de provocar a doença considerada ter sido exercida durante um certo período, a instituição competente desta Parte toma em consideração, na medida do necessário, os períodos durante os quais tal actividade foi exercida no território da outra Parte;
- b) O encargo das rendas será repartido entre as instituições competentes das duas Partes de acordo com as modalidades estabelecidas por Acordo Administrativo.

Artigo 40.º

Agravamento da doença profissional

Em caso de agravamento de uma doença profissional indemnizada ao abrigo da legislação de uma das Partes, quando a vítima reside no território da outra Parte, são aplicáveis as regras seguintes:

- a) Se o trabalhador não exerceu no território do Estado da sua nova residência um emprego susceptível de provocar essa doença profissional, a instituição do primeiro Estado toma a seu cargo o agravamento da doença nos termos da sua própria legislação;
- b) Se o trabalhador exerceu no território do Estado da sua nova residência um emprego susceptível de provocar esta doença profissional:
A instituição da primeira parte mantém a seu cargo a prestação devida ao interessado

ao abrigo da sua própria legislação como se a doença não tivesse tido agravamento algum;

A instituição da outra parte toma a seu cargo o suplemento da prestação correspondente ao agravamento. O montante deste suplemento é nesse caso determinado segundo a legislação desta última Parte, como se a doença tivesse sido ocasionada no seu próprio território; esse montante é igual à diferença entre o montante da prestação que teria sido devida após o agravamento e o montante da prestação que teria sido devida antes do agravamento.

CAPÍTULO V

Prestações familiares

Artigo 41.º

Totalização dos períodos de emprego

Quando para a abertura do direito às prestações familiares o trabalhador não justifica todo o período de emprego exigido pela legislação do novo país de emprego, é tomado em conta, para completar o referido período, o período de emprego ou assimilado cumprido no outro país.

Artigo 42.º

Abertura do direito aos abonos de família do País de residência dos descendentes

Os trabalhadores salarizados ocupados em França ou em Cabo Verde podem pretender, para os seus descendentes que residem no território do outro Estado, os abonos de família previstos pela legislação do Estado em cujo território residem os descendentes, se preencherem as condições de actividade no país de emprego que serão estabelecidas pelo Acordo Administrativo.

Artigo 43.º

Descendentes beneficiários

Os descendentes beneficiários dos abonos de família referidos no artigo 42.º são os descendentes a cargo do trabalhador conforme a legislação do Estado em cujo território residem.

Artigo 44.º

Concessão dos abonos de família

A concessão dos abonos de família é assegurada pela instituição competente do Estado em cujo território residem os descendentes, de acordo com as modalidades previstas pela legislação que a referida instituição está encarregada de aplicar.

Artigo 45.º

Participação do país de emprego

1. A instituição competente do Estado em cujo território o trabalhador está empregado paga ao organismo centralizador do Estado de residência dos descendentes

uma participação convencional calculada a partir do primeiro descendente até ao limite de quatro.

2. O montante da participação por descendente figura numa tabela fixada por comum acordo entre as autoridades administrativas competentes dos dois Estados e anexa ao Acordo Administrativo.

3. A tabela pode ser revista tomando em consideração as variações da base de cálculo do montante dos abonos de família ocorridas nos dois Estados no decurso do mesmo ano. Esta revisão só poderá ser efectuada uma vez por ano.

Artigo 46.º

Modalidades de pagamento da participação

As condições de aplicação do artigo 45.º, designadamente as modalidades de pagamento da participação, serão estabelecidas por Acordo Administrativo.

Artigo 47.º

Trabalhadores destacados

1. Os descendentes dos trabalhadores referidos no artigo 6.º (parágrafo 1 alínea a), que acompanham esses trabalhadores para o território do outro Estado, abrem direito as prestações familiares previstas pela legislação do outro Estado de origem, conforme se indique no Acordo Administrativo.

2. A concessão das prestações familiares é assegurada directamente pela instituição de abonos de família competente do Estado de origem dos interessados.

CAPÍTULO VI

Seguro de morte

Artigo 48.º

Abertura do direito

Os trabalhadores salarizados de nacionalidade francesa em Cabo Verde e os trabalhadores salarizados de nacionalidade cabo-verdeana em França abrem direito aos subsídios previstos em caso de morte pela legislação do país de emprego, desde que:

- a) Tenham efectuado nesse país um trabalho sujeito ao seguro;
- b) Satisfaçam, no referido país, as condições exigidas para a obtenção dos referidos subsídios.

Artigo 49.º

Totalização dos períodos de seguro

Quando, para a abertura do direito aos subsídios em causa, um trabalhador não cumpriu, à data da sua morte, a duração de seguro prevista pela legislação do novo país de emprego, os períodos de seguro ou equivalentes anteriormente cumpridos pelo trabalhador no outro país são tomados em consideração para completar os períodos de seguro ou equivalentes cumprimentos no último país.

Artigo 50.º**Casos particulares**

Nos casos referidos nos artigos 10.º, 11.º e 12.º, a morte ocorrida no país da residência é considerada como ocorrida no país de emprego.

TÍTULO III**Disposições diversas****CAPÍTULO I****Medidas de aplicação da convenção****Artigo 51.º****Acordos administrativos**

Um Acordo Administrativo geral, estabelecido pelas autoridades administrativas competentes das duas Partes Contratantes, fixara na medida necessária as condições de aplicação da presente Convenção, e designadamente as que dizem respeito aos artigos que remetem expressamente para o referido Acordo.

Neste Acordo serão designados os organismos de ligação das duas Partes Contratantes.

Além disso, a este Acordo Administrativo geral ou, dado o caso, a um Acordo Administrativo complementar, serão anexos os modelos dos formulários necessários aos procedimentos e formalidades aprovados em comum.

Artigo 52.º**Autoridades administrativas competentes**

São considerados, no território de cada uma das Partes Contratantes, como autoridades administrativas competentes, no sentido da presente Convenção, os ministros que estão encarregados, cada um no respectivo âmbito, da aplicação das legislações enumeradas no artigo 5.º.

Artigo 53.º**Informação**

As autoridades administrativas competentes das duas Partes Contratantes:

Adoptarão, além do Acordo Administrativo geral referido no artigo 51.º, todos os acordos administrativos que o completem ou modifiquem;

Permutarão entre si directamente as informações relativas as providências adoptadas, no plano interno, para interno, para a aplicação da presente Convenção e dos Acordos estabelecidos para a sua aplicação;

Assegurar-se-ão entre si das dificuldades que possam surgir, no plano técnico, para a aplicação das disposições da Convenção ou dos Acordos estabelecidos para a sua aplicação;

Permutarão entre si directamente todas as informações respeitantes às modificações introduzidas nas legislações e regulamentações referidas no artigo 5.º, na medida em que essas modificações sejam susceptíveis de afectar a aplicação da presente Convenção ou dos Acordos estabelecidos para a sua aplicação.

Artigo 54.º**Cooperação administrativa**

Para a aplicação, tanto da presente Convenção como da legislação de segurança social do outro país, as autoridades administrativas competentes e as instituições de segurança social das duas Partes Contratantes presta-se-ão mutuamente os seus bons ofícios como se tratasse de aplicação da sua própria legislação de segurança social.

Artigo 55.º**Modalidades de inspecção**

As autoridades administrativas competentes estabelecerão, por Acordo Administrativo, as modalidades tanto da inspecção médica e administrativa como dos processos de peritagem necessários à aplicação da presente Convenção.

Artigo 56.º**Funcionamento das instituições**

Não são derogadas as regras previstas pelas legislações enumeradas no artigo 5.º no que respeita à participação dos estrangeiros na constituição ou renovação dos órgãos necessários ao funcionamento das instituições de segurança social de cada país.

CAPÍTULO II**Disposições derogatórias das legislações internas****Artigo 57.º****Isenções de taxas e dispensa de visto**

1. O benefício da isenção de direitos de registo, de custas, de selo e de taxas consulares previstas pela legislação de uma das Partes Contratantes para os documentos a apresentar às administrações ou instituições de segurança social desta Parte é extensivo aos documentos correspondentes a apresentar para a aplicação da presente Convenção às administrações ou instituições de segurança social da outra Parte.

2. Todos os actos, documentos e quaisquer papéis a apresentar para a execução da presente Convenção são dispensados do visto de legalização das autoridades consulares.

Artigo 58.º**Recursos**

Os recursos em matéria de segurança social que deveriam ser interpostos num prazo determinado junto de uma autoridade, instituição ou jurisdição de uma das Partes Contratantes, competentes para os receber, são considerados em condições de ser recebidos se forem apresentados dentro do mesmo prazo a uma autoridade, instituição ou jurisdição correspondente da outra Parte. Neste caso, a transmissão dos recursos à autoridade, instituição ou jurisdição competente da primeira Parte deverá efectuar-se sem demora.

Artigo 59.º

Línguas oficiais

As comunicações dirigidas para a aplicação da presente Convenção pelos beneficiários desta Convenção ou pelas autoridades, instituições ou jurisdições do outro Estado são redigidas na língua oficial de um ou do outro Estado.

Artigo 60.º

Formalidades

As formalidades previstas pelas disposições legais ou regulamentares de uma das Partes Contratantes para a concessão das prestações devidas aos seus nacionais no território da outra Parte aplicar-se-ão igualmente, nas mesmas condições, aos nacionais da outra Parte admitidos ao benefício dessas prestações ao abrigo da presente Convenção.

CAPÍTULO III

Transferências

Artigo 61.º

Liberdade das transferências sociais

Não obstante quaisquer disposições internas em matérias de regulamentação de câmbios, os dois Governos comprometem-se mutuamente a não pôr obstáculo algum à livre transferência das importâncias correspondentes ao conjunto das regularizações financeiras relacionadas com operações de segurança social ou de previdência social, quer na aplicação da presente Convenção, quer na aplicação da legislação interna de cada uma das Partes, no que respeita tanto aos trabalhadores salarizados e assimilados como aos não salarizados, designadamente a título de seguro voluntário e dos regimes de reformas complementares.

Artigo 62.º

Moeda e taxa de câmbio

1. As instituições devedoras de prestações em virtude tanto da presente Convenção como da sua própria legislação exoneram-se delas validamente na moeda do seu Estado.

2. Os montantes dos reembolsos previstos pela presente Convenção calculados com base nas despesas reais ou com base nos pagamentos convencionais são expressos na moeda do Estado da instituição que assegurou o serviço das prestações, à taxa de câmbio em vigor no dia do pagamento.

Artigo 63.º

Centralização das prestações

As autoridades administrativas competentes dos dois Estados poderão, por Acordo Administrativo, confiar aos organismos de ligação dos dois Estados o encargo de centralizar, com vista à sua transferência para o outro Estado, todas ou parte das prestações previstas pela presente Convenção. Neste caso, a transferência dessas prestações efectuar-se-á pela via dos institutos de emissão das duas Partes.

CAPÍTULO IV

Resolução dos diferendos

Artigo 64.º

1. Todas as dificuldades relativas à aplicação da presente Convenção serão resolvidas de comum acordo pelas autoridades administrativas competentes das Partes Contratantes.

2. No caso de não ser possível chegar a uma resolução por essa via, o diferendo será resolvido de comum acordo pelos dois Governos.

3. No caso de o diferendo não poder ser resolvido pelo processo acima referido, o mesmo será sujeito a um processo de arbitragem estabelecido de comum acordo pelos dois Governos.

CAPÍTULO V

Disposições transitórias e finais

Artigo 65.º

1. A presente Convenção não confere direito ao pagamento de prestações em relação a um período anterior à data da sua entrada em vigor.

2. As rendas ou pensões que, anteriormente à entrada em vigor da presente Convenção, não tinham sido liquidadas ou que tinham sido objecto de uma liquidação separada ou que tinham sofrido uma redução ou uma suspensão em razão da nacionalidade ou da residência dos seus titulares, em aplicação das disposições em vigor em cada um dos Estados Contratantes poderão ser liquidadas, revistas ou restabelecidas nos termos da Convenção.

A liquidação ou a revisão das rendas ou pensões em com as regras estabelecidas pelo presente Acordo, entendendo-se que qualquer período de seguro cumprido ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante antes da entrada em vigor da presente Convenção é tomado em consideração para a determinação dos direitos abertos de acordo com as disposições da referida Convenção.

3. Todavia, se os direitos anteriormente liquidados foram objecto de um pagamento em capital, não haverá lugar a revisão.

Artigo 66.º

A liquidação e a revisão das rendas ou pensões em causa efectua-se a pedido dos interessados.

O pedido é apresentado junto das instituições competentes de uma ou de outra das Partes Contratantes.

O referido pedido produz efeitos a contar do primeiro dia do mês que se segue àquele em que o pedido foi apresentado.

2. Se o pedido foi apresentado dentro do prazo de um ano a contar da data de entrada em vigor da Convenção, o mesmo terá efeito retroactivamente a contar desta data.

Artigo 67.º

O Governo de cada uma das Partes Contratantes notificará ao outro o cumprimento das normas constitucionais aplicáveis no que respeita à entrada em vigor da presente Convenção. Esta começará a produzir efeitos no primeiro dia do segundo mês que se seguir à data da última dessas notificações.

Artigo 68.º

A presente Convenção terá a duração de um ano a partir da data da sua entrada em vigor. Será renovada tacitamente por períodos de um ano, salvo denúncia que deverá ser notificada três meses antes de expirar o prazo da sua vigência.

Em caso de denúncia, as disposições da presente Convenção continuarão a ser aplicáveis aos direitos adquiridos, não obstante as disposições restritivas que as legislações interessadas venham a prever para os casos de estado no estrangeiro de um segurado.

Feito em Paris, a 15 de Janeiro de 1980 em dois exemplares, em línguas francesa e portuguesa, fazendo os dois textos igualmente fé.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Corsino António Fortes*, Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário.

Pelo Governo da República Francesa, *Jean Meadmore*, Director da Direcção dos Francês ao Estrangeiro.

Protocolo geral

Ao assinarem, na presente data, a Convenção Geral sobre Segurança Social entre a República de Cabo Verde e a República Francesa, as Partes Contratantes animadas do desejo de cooperar mais estreitamente no domínio cultural e social, acordaram nas disposições seguintes:

I — Seguros Sociais dos Estudantes:

1. O regime francês de seguros sociais dos estudantes, instituído no Título 1.º do Livro VI do Código de Segurança Social é aplicável, nas mesmas condições, que aos estudantes franceses, aos estudantes caboverdianos que prosseguem os seus estudos em França e não sejam neste país nem segurados sociais nem beneficiários familiares de um segurado social.
2. O Governo da República de Cabo Verde compromete-se a assegurar a igualdade de tratamento em matéria de Segurança Social entre estudantes caboverdianos e os estudantes franceses no território da República de Cabo Verde.

II — Subsídio aos velhos trabalhadores salarizados:

1. O subsídio aos velhos trabalhadores salarizados previsto pelo Título 1.º do Livro VII do Código de Segurança Social é concedido aos velhos trabalhadores salarizados caboverdianos residentes em França, nas mesmas condições que os velhos trabalhadores salarizados franceses.
2. O subsídio aos velhos trabalhadores salarizados atribuído nas condições definidas na alínea I continua a ser pago aos beneficiários de nacio-

nalidade caboverdiana que voltam a residir no território da República de Cabo Verde.

As disposições do presente Protocolo começam a produzir efeitos na data da entrada em vigor da Convenção Geral.

Feito em Paris a 15 de Janeiro de 1980 em dois exemplares, em línguas francesa e portuguesa, fazendo os dois textos igualmente fé.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Corsino António Fortes*, Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário.

Pelo Governo da República Francesa, *Jean Meadmore*, Director da Direcção dos Francês ao Estrangeiro.

—oSo—

Rectificação

Por ter saído inexacto no *Boletim Oficial* n.º 18, novamente se publica o

Decreto n.º 43/82

de 3 de Maio

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É aprovada, nos termos do artigo 75.º, n.º 1, alínea g) da Constituição da República de Cabo Verde, a Convenção Geral sobre Segurança Social entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República Italiana, cujos textos em línguas italiana e portuguesa fazem parte integrante do presente diploma, a que vêm anexo.

Art. 2.º O presente diploma entra imediatamente em vigor e a referida Convenção produzirá efeitos em conformidade com o que nela se estipula.

Pedro Pires.

Publique-se.

Promulgado em 20 de Abril de 1982.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

Convenzione fra il Governo della Repubblica di Capoverde e il Governo della Repubblica Italiana in materia di Sicurezza Sociale

Il Presidente della Repubblica di Capo Verde ed

II Presidente della Repubblica Italiana

animati dal desiderio di regolare i rapporti tra i due Stati nel campo della sicurezza sociale, hanno convenuto di concludere la presente Convenzione in materia di sicurezza sociale, ed hanno a tal fine nominato come loro plenipotenziari:

Il Presidente della Repubblica di Capo Verde
Eng. José Brito, Segr. di Stato per la coop. E
la Pianificazione

Il Presidente della Repubblica Italiana

ARTICOLO 2

On Sott. Libero della Briotta Agli Aff. Esteri i quali dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno concordato le disposizioni che seguono.

CAPITOLO I

Disposizioni Generali

ARTICOLO 1

1. Ai fini della presente Convenzione i termini sottindicati hanno il seguente significato:

- a) «Stati contraenti»: la Repubblica di Capo Verde e la Repubblica Italiana;
- b) «Legislazione»: le leggi, i regolamenti, le disposizioni statutarie concernenti i regimi ed i settori di sicurezza sociale vigenti in ciascuno Stato Contraente elencati nel — l'art. 2 della Presente Convenzione;
- c) «Autorità Competente»: il Ministro, i Ministri o le Autorità dalle quali dipende la regolamentazione dei regimi di sicurezza sociale;
- d) «Istituzione»: l'Organismo o l'Autorità incaricata di applicare l'insieme o parte della legislazione vigente in uno Stato contraente;
- e) «Istituzione competente»: l'Istituzione alla quale l'interessato è iscritto al momento della domanda di prestazioni o l'istituzione nei cui confronti l'interessato ha diritto a prestazioni o ne avrebbe diritto se egli o i suoi familiari risiedessero sul territorio della parte contraente nella quale tale istituzione si trova;
- f) «Lavoratori»: le persone che possono far valere periodi di assicurazione ai sensi delle legislazioni di cui all'art. 2 della presente Convenzione;
- g) «Residenza»: dimora abituale;
- h) «Soggiorno»: dimora temporanea;
- i) «Periodi di assicurazione»: periodi in cui in base alla legislazione di uno Stato Contraente sono stati effettivamente versati i contributi o gli stessi si sarebbero dovuti versare oppure si considerano come versati nonchè tutti i periodi assimilati nella misura in cui tale legislazione li consideri come periodi di assicurazione;
- l) «Prestazioni economiche, pensioni, rendite, sussidi, indennità»: le prestazioni così denominate dalla legislazione applicabile ivi compresi gli elementi a carico di fondi pubblici e tutti i supplementi e gli aumenti previsti da detta legislazione nonchè le prestazioni in capitale sostitutive delle pensioni o rendite;
- m) «Prestazioni familiari»: tutte le prestazioni in natura od in denaro destinate a compensare i carichi familiari.

2. Qualsiasi altra espressione o termine utilizzato nella presente Convenzione ha il significato che ai termini stessi viene attribuito dalla legislazione che risulti applicabile.

1. La presente Convenzione si applica alle legislazioni dei Paesi contraenti concernenti:

In Italia:

- a) l'assicurazione obbligatoria per l'invalidità, la vecchiaia e i superstiti per i lavoratori dipendenti e le relative gestioni speciali per i lavoratori autonomi;
- b) l'assicurazione obbligatoria contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali;
- c) l'assicurazione malattia e maternità;
- d) l'assicurazione contro la tubercolosi;
- e) gli assegni familiari;
- f) i regimi speciali di assicurazione per determinate categorie di lavoratori in quanto concernono i rischi e le prestazioni coperti dalle legislazioni indicate alle lettere precedenti.

In Capo Verde:

- a) l'assicurazione obbligatoria contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali;
- b) l'assicurazione contro le malattie;
- c) l'assicurazione per l'invalidità, la vecchiaia e i superstiti;
- d) gli assegni familiari.

2. La presente Convenzione si applicherà, ugualmente, alle legislazioni che completeranno o modificheranno le legislazioni di cui al precedente paragrafo.

3. La presente Convenzione si applicherà, altresì, alle legislazioni che estendano l'assicurazione generale obbligatoria a nuove categorie di lavoratori o che stabiliscano nuovi regimi di sicurezza sociale, semprechè, da parte del Governo di uno Stato contraente non venga notificata l'opposizione al Governo dell'altro Stato contraente entro tre mesi dalla data di pubblicazione ufficiale di detti provvedimenti se trattasi dello Stato che li ha emanati o dalla data della ricezione della loro comunicazione ufficiale se trattasi dell'altro Stato.

ARTICOLO 3

La presente Convenzione si applica ai cittadini dell'uno o dell'altro Stato contraente che sono o sono stati soggetti alla legislazione di uno o di entrambi gli Stati Contraenti nonchè ai loro familiari o superstiti.

ARTICOLO 4

I lavoratori ai quali si applicano le disposizioni della presente Convenzione sono soggetti alla legislazione dello Stato contraente in cui svolgono l'attività lavorativa alle stesse condizioni e con gli stessi obblighi e benefici dei lavoratori di tale Stato.

ARTICOLO 5

1. Il principio stabilito all'articolo 4 comporta le seguenti eccezioni:

- a) il lavoratore dipendente da un'impresa con sede in uno degli Stati contraenti, il quale sia stato inviato nel territorio dell'altro Stato per un limitato periodo di tempo, rimane soggetto alla legislazione del primo Stato semprechè la sua occupazione nel territorio dell'altro Stato

non ecceda il periodo di ventiquattro mesi. Se il periodo di lavoro deve essere prolungato per periodi superiori ai ventiquattro mesi previsti, potrà essere prorogata, per un massimo di altri ventiquattro mesi, l'applicazione della legislazione dello Stato contraente in cui ha sede l'impresa, previo consenso dell'Autorità competente dell'altro Stato;

- b) il personale di volo della compagnia di navigazione aerea resta soggetto esclusivamente alla legislazione vigente nello Stato nel cui territorio ha sede l'impresa;
- c) i membri dell'equipaggio di navi battenti bandiera di uno dei due Stati contraenti sono soggetti alle disposizioni vigenti nello Stato cui la nave appartiene. Qualunque altra persona che la nave occupi in operazioni di carico, scarico e vigilanza, quando è in porto, rimane soggetta alla legislazione dello Stato al quale appartiene il porto;
- d) i funzionari pubblici equiparati di uno dei due Stati contraenti inviati nel territorio dell'altro Stato rimangono sottoposti alla legislazione del Paese di appartenenza;
- e) agli agenti diplomatici ed ai consoli di carriera nonchè agli altri membri delle rappresentanze diplomatiche e consolari ed al personale al loro servizio privato, si applicano le disposizioni in materia di sicurezza sociale previste dalle convenzioni di Vienna del 18 aprile 1961 e del 24 aprile 1963.

ARTICOLO 6

1. Ai fini dell'ammissione all'assicurazione volontaria prevista dalla legislazione vigente in uno Stato contraente, i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione di tale Stato, si cumulano, in quanto necessario, con i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione dell'altro Stato contraente.

2. La disposizione di cui al paragrafo 1 non autorizza la coesistenza dell'iscrizione all'assicurazione obbligatoria in virtù della legislazione di uno Stato contraente ed all'assicurazione volontaria in virtù della legislazione dell'altro Stato contraente, se tale coesistenza non è ammessa dalla legislazione di quest'ultimo Stato.

ARTICOLO 7

Salvo quanto diversamente disposto dalla presente Convenzione le prestazioni in denaro di sicurezza sociale concesse in virtù delle disposizioni di uno o di entrambe gli Stati contraenti non possono subire riduzioni, sospensioni o soppressioni per il fatto che il beneficiario risieda nell'altro Stato.

CAPITOLO II

Malattia e Maternità

ARTICOLO 8

1. I lavoratori che soddisfano alle condizioni richieste dalla legislazione dello Stato competente per aver diritto alle prestazioni, tenendo conto eventualmente di quanto disposto dall'art. 11 paragrafo 1 — a):

che soggiornano o risiedono nel territorio diverso dallo Stato competente;

il cui stato di salute necessita di prestazioni immediate durante il soggiorno sul territorio dell'altro Stato contraente oppure;

che sono autorizzati dalla istituzione competente a recarsi sul territorio dell'altro Stato contraente per ricevere le cure adatte al loro stato, beneficino:

I) delle prestazioni in natura corrisposte, per conto, della istituzione competente, da parte della istituzione del luogo di soggiorno secondo quanto dispone la legislazione applicata da quest'ultima istituzione, come se fossero ad essa iscritti;

II) delle prestazioni in danaro corrisposte dalla istituzione competente secondo le disposizioni della legislazione dello Stato competente, come se essi si trovassero sul territorio di tale Stato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo sono applicabili, per analogia, per quanto riguarda il beneficio delle prestazioni in natura, ai familiari del lavoratore.

ARTICOLO 9

1. Il titolare di una pensione o di una rendita dovuta in virtù della legislazione di entrambe gli Stati contraenti ha diritto a ricevere le prestazioni in natura per sé e per i propri familiari dall'istituzione del luogo di residenza e a suo carico;

2. Il titolare di una pensione o di una rendita dovuta in virtù della legislazione di un solo Stato contraente nonchè i suoi familiari, che risiedono o soggiornano nel territorio dell'altro Stato contraente, hanno diritto a ricevere dall'istituzione di questo Stato le prestazioni in natura secondo la legislazione da esso applicata;

3. Le prestazioni concesse al titolare di una pensione o di una rendita come pure ai suoi familiari, ai sensi del paragrafo 2, saranno rimborsate dall'istituzione competente all'istituzione che le ha corrisposte.

ARTICOLO 10

Le prestazioni in natura corrisposte dalla istituzione di uno Stato contraente per conto dell'istituzione dell'altro Stato in virtù delle disposizioni della presente Convenzione danno luogo a rimborsi che saranno effettuati secondo le modalità o nella misura stabilite nell'accordo amministrativo di cui all'articolo 22, paragrafo 1.

CAPITOLO III

Invalidità, Vecchiaia e Superstiti

ARTICOLO 11

1. a) Ai fini dell'acquisto, del mantenimento o del recupero del diritto alle prestazioni, quando un lavoratore è stato sottoposto successivamente o alternativamente alla legislazione di entrambe gli Stati contraenti, i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione di ciascuno dei due Stati contraenti sono totalizzati, in quanto non si sovrappongono.

b) Se la legislazione di uno Stato contraente subordina la concessione di alcune prestazioni alla condizione che i periodi di assicurazione siano stati compiuti in una professione soggetta ad un regime speciale, sono **totalizzati, in quanto non si sovrappongano, per l'ammissione al beneficio di tali prestazioni, soltanto i periodi compiuti sotto un regime corrispondente o, in mancanza, nella stessa professione anche se nell'altro Stato non esiste un regime speciale di assicurazione per detta professione.** Se, nonostante la totalizzazione di tali periodi, l'assicurato non soddisfa alle condizioni che gli consentono di beneficiare di dette prestazioni, i periodi in questione sono allora **totalizzati per l'ammissione al beneficio delle prestazioni del regime generale.**

c) Qualora un lavoratore non raggiunga il diritto alle prestazioni, in base a quanto disposto alla precedente lettera a) sono presi in considerazione anche i periodi di assicurazione compiuti in Stati terzi legati ad **ambidue gli Stati contraenti da distinte convenzioni di sicurezza sociale che prevedano la totalizzazione dei periodi di assicurazione.**

2. Qualora un lavoratore soddisfi le condizioni stabilite dalla legislazione di uno degli Stati contraenti per il conseguimento del diritto alle prestazioni senza che **sia necessario ricorrere alla totalizzazione dei periodi di assicurazione di cui al precedente paragrafo 1 lettera a), l'istituzione competente di tale Stato è tenuta a concedere l'importo della prestazione calcolata unicamente sulla base dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione che essa applica. Tale disposizione si applica anche nel caso in cui l'assicurato abbia diritto da parte dell'altro Stato contraente, ad una prestazione calcolata ai sensi del successivo paragrafo 3.**

3. Qualora un lavoratore non possa far valere il diritto alle prestazioni a carico di uno Stato contraente sulla base dei soli periodi di assicurazione compiuti in tale Stato, l'istituzione competente di detto Stato accerta l'esistenza del diritto alle prestazioni totalizzando i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione di ciascuno degli Stati contraenti e ne determina l'importo secondo le seguenti regole:

a) determina l'importo teorico della prestazione cui l'interessato avrebbe diritto se tutti i periodi di assicurazione totalizzati fossero stati compiuti sotto la legislazione che essa applica;

b) stabilisce, quindi, l'importo effettivo della prestazione spettante all'interessato, riducendo l'importo teorico di cui alla lettera a) in base al rapporto tra i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione che essa applica ed il totale dei periodi di assicurazione compiuti in entrambe gli Stati.

4. Nel caso in cui, secondo la legislazione di uno Stato contraente le prestazioni debbono essere calcolate in rapporto all'ammontare dei valori percepiti o dei contributi versati, i salari o i contributi relativi ai periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione dell'altro Stato contraente sono presi in considerazione dall'istituzione che determina la prestazione, sulla base della media dei salari e dei contributi accertati per i periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione che essa applica.

5. Nonostante quando disposto al paragrafo 1 lettera a), se la durata totale dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione di uno Stato contraente non

raggiunge un anno e se, tenuto conto di questi soli periodi, nessun diritto alle prestazioni è acquisito in virtù di tale legislazione, l'istituzione di questo Stato non è tenuta ad erogare prestazioni per tali periodi.

6. Qualora debba essere applicato il paragrafo 1 lettera c) del presente articolo, sia l'importo teorico che il rapporto tra i periodi assicurativi di cui al paragrafo 3 lettere a) e b) del presente articolo vengono determinati tenendo conto anche dei periodi compiuti in Stati terzi.

La presente disposizione non potrà comportare che, per uno stesso periodo di assicurazione, uno dei due Stati contraenti sia tenuto ad erogare più di una prestazione della stessa natura, concessa sulla base del paragrafo 1 o del paragrafo 2.

ARTICOLO 12

Qualora un lavoratore, tenuto conto della totalizzazione dei periodi di assicurazione di cui al paragrafo 1 del precedente articolo 11, non possa far valere nello stesso momento le condizioni richieste dalla legislazione dei due Stati contraenti il suo diritto a pensione è determinato nei riguardi di ogni legislazione a mano a mano che egli possa far valere tali condizioni.

ARTICOLO 13

Qualora la somma delle prestazioni pensionistiche dovute dalle istituzioni competenti degli Stati contraenti ai sensi del precedente articolo 11 non raggiunga il trattamento minimo fissato dalla legislazione dello Stato contraente in cui il beneficiario risiede, l'istituzione competente di detto Stato integra la suddetta somma fino al raggiungimento di tale trattamento minimo.

CAPITOLO IV

Infortunî sul lavoro e malattie professionali

ARTICOLO 14

1. Le prestazioni in natura e in denaro dell'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali, sono corrisposte senza limitazione anche se i beneficiari risiedono o soggiornano nell'altro Paese.

2. L'istituzione del luogo di residenza o soggiorno nell'altro Paese corrisponde le prestazioni in natura di cui al punto 1) ai sensi della propria legislazione, per conto della istituzione del Paese competente con rimborso al costo effettivo delle spese.

3. L'istituzione del luogo di residenza o soggiorno nell'altro Paese può essere incaricata dalla istituzione del Paese competente di corrispondere le prestazioni in denaro.

4. L'istituzione del luogo di residenza o soggiorno nell'altro Paese può essere incaricata di procedere al controllo medico degli interessati per l'accertamento del grado d'incapacità lavorativa. Le spese sostenute per tale controllo sono rimborsate in base al costo effettivo.

ARTICOLO 15

1. Per la determinazione del diritto alle prestazioni o del grado di incapacità lavorativa, secondo la legislazione di uno dei due Paesi, si tiene anche conto degli infortuni

sul lavoro e delle malattie professionali, anteriormente verificatisi, per i quali è applicabile la legislazione dell'altro Paese.

2. Qualora una malattia professionale si manifesti dopo un lavoro comportante il rischio specifico e svolto in entrambe i Paesi, le prestazioni sono corrisposte dalla Istituzione del Paese dove ultimamente si è svolto detto lavoro.

3. Nel caso in cui una malattia professionale sia stata indennizzata dall'istituzione di uno dei due Paesi, detta istituzione rimane obbligata per la concessione di ulteriori prestazioni anche se la malattia professionale si aggravò nell'altro Paese salvo che l'aggravamento non sia causato da lavoro svolto in questo Paese e comportante il rischio specifico. In questo caso l'istituzione dell'altro Paese è obbligata a corrispondere un indennizzo supplementare il cui importo è pari alla differenza tra l'importo delle prestazioni dovute dopo l'aggravamento e quello delle prestazioni che sarebbero state dovute prima dell'aggravamento se la malattia si fosse verificata in questo Paese.

CAPITOLO V

Prestazioni familiari

ARTICOLO 16

Qualora la legislazione di uno dei due Stati contraenti subordini l'acquisizione del diritto alle prestazioni familiari al compimento di periodi di assicurazione o equivalenti, si tiene conto, ove necessario, dei periodi di assicurazione o equivalenti compiuti nell'altro Stato.

ARTICOLO 17

Un lavoratore soggetto alla legislazione di uno degli Stati contraenti, ha diritto per i familiari che soggiornano o risiedono nel territorio dell'altro Stato alle prestazioni familiari previste dalla legislazione del primo come se risiedessero sul territorio di quest'ultimo Stato.

ARTICOLO 18

Un disoccupato che beneficia delle prestazioni di disoccupazione in virtù della legislazione di uno Stato contraente ha diritto, per i familiari che soggiornano o risiedono sul territorio dell'altro Stato, alle prestazioni familiari previste dalla legislazione dello Stato che corrisponde le prestazioni di disoccupazione come se risiedessero sul territorio di quest'ultimo.

ARTICOLO 19

1. Un titolare di pensione o rendita dovuta in virtù della legislazione di un solo Stato contraente ha diritto, per i familiari che soggiornano o risiedono sul territorio dell'altro Stato contraente, alle prestazioni familiari previste dalla legislazione dello Stato debitore della pensione o della rendita come se risiedessero sul territorio di quest'ultimo. L'onere delle prestazioni è a carico dello Stato debitore della pensione o rendita.

2. Un titolare di pensioni o rendite dovute in virtù della legislazione di entrambi gli Stati contraenti ha diritto alle prestazioni familiari previste dalla legislazione dello Stato contraente in cui detto titolare risiede, anche se i familiari risiedono o soggiornano sul territorio dell'altro Stato contraente.

L'onere delle prestazioni è a carico dello Stato in cui risiede il titolare della pensione o rendita.

ARTICOLO 20

Il diritto alle prestazioni familiari spettanti ai sensi dei precedenti articoli 17, 18 e 19 è sospeso se, per l'esercizio di un'attività lavorativa, dette prestazioni sono dovute anche in virtù della legislazione dello Stato contraente sul cui territorio risiedono o soggiornano i familiari.

CAPITOLO VI

Disposizioni diverse, transitorie e finali

ARTICOLO 21

Le Autorità e le istituzioni competenti degli Stati contraenti si prestano reciproca assistenza o collaborazione per l'applicazione della presente Convenzione come se applicassero le rispettive legislazioni; tale assistenza è gratuita. Esse possono anche avvalersi, quando siano necessari mezzi istruttori nell'altro Stato, delle Autorità diplomatiche e consolari di tale Stato.

ARTICOLO 22

1. Le Autorità competenti dei due Stati contraenti stabiliranno in un Accordo Amministrativo le disposizioni necessarie per l'applicazione della presente Convenzione.

2. Le Autorità competenti dei due Stati si comunicano reciprocamente le informazioni concernenti leggi, regolamenti e qualsiasi altro provvedimento che possano influire sull'applicazione della presente Convenzione.

ARTICOLO 23

Le Autorità e le istituzioni competenti dei due Stati contraenti possono corrispondere direttamente tra loro e con ogni altra persona dovunque questa risieda, tutte le volte che tale corrispondenza sia necessaria per l'applicazione della presente Convenzione. La corrispondenza può essere redatta nella lingua, ufficiale dello scrivente.

ARTICOLO 24

1. Le esenzioni da imposte, tasse e diritti previste dalla legislazione di uno dei due Stati, valgono anche per l'applicazione della presente Convenzione, indipendentemente dalla cittadinanza degli interessati.

2. I requisiti richiesti dalla legislazione o dai regolamenti dell'uno o dell'altro Stato contraente per quanto concerne la legalizzazione dei certificati o di altri documenti da produrre ai fini della applicazione della presente Convenzione.

3. L'attestazione relativa all'autenticità di un certificato o di un documento, oppure di una copia, da parte delle Autorità o delle istituzioni competenti di uno Stato sarà ritenuta valida da parte delle Autorità o delle istituzioni competenti dell'altro Stato.

ARTICOLO 25

Le istanze che i beneficiari indirizzano alle Autorità o alle istituzioni competenti dell'uno o dell'altro Stato

contraente per l'applicazione della presente Convenzione non possono essere respinte per il solo fatto di essere redatte nella lingua ufficiale dell'altro Stato.

ARTICOLO 26

1. Le istanze e gli altri documenti presentati alle Autorità competenti e alle istituzioni di uno Stato contraente hanno lo stesso effetto come se fossero presentate alle corrispondenti Autorità od istituzioni dell'altro Stato contraente.

2. La domanda di prestazione presentata all'Istituzione di uno Stato contraente vale come domanda di prestazione presentata all'Istituzione dell'altro Stato purchè l'interessato chieda espressamente di conseguire le prestazioni cui ha diritto anche in base alla legislazione dell'altro Stato.

3. I ricorsi che debbono essere presentati entro un termine prescritto, ad una autorità o ad un'Istituzione competente di uno degli Stati, sono considerati come presentati entro lo stesso termine ad una delle corrispondenti autorità od Istituzioni dell'altro Stato.

In tal caso l'autorità e l'Istituzione cui i ricorsi sono stati presentati li trasmette senza indugio alla autorità o all'Istituzione competente dell'altro Stato, accusandone ricevuta all'interessato.

ARTICOLO 27

1. L'Istituzione competente di uno Stato contraente è tenuta, su richiesta dell'Istituzione dell'altro Stato, ad effettuare gli esami medico-legali concernenti i beneficiari che si trovano nel proprio territorio.

2. Le spese sostenute per gli accertamenti sanitari nonché quelle ad essi connesse, sostenute in relazione alla concessione di prestazioni richieste dagli assicurati nei confronti di entrambe gli Stati contraenti, rimangono a carico dello Stato che ha effettuato i predetti accertamenti.

3. Le spese per gli accertamenti sanitari generici, nonché quelle ad essi connesse, sostenute da uno Stato contraente su richiesta dell'altro Stato, restano a carico dello Stato che ha effettuato gli accertamenti; sono invece rimborsate dallo Stato richiedente le spese relative agli accertamenti specialistici e quelle ad essi connesse. Tale rimborso viene effettuato conformemente alle tariffe ed alle disposizioni applicate dall'Istituzione che ha effettuato gli accertamenti su presentazione di una distinta dettagliata delle spese sostenute.

ARTICOLO 28

1. Le Autorità competenti dei due Stati contraenti risolveranno di comune accordo ogni questione o controversia che potrà sorgere circa l'applicazione e l'interpretazione della presente Convenzione.

2. Ove non si dovesse raggiungere l'accordo di cui al precedente paragrafo, la soluzione della controversia sarà deferita ad un tribunale arbitrale che deciderà su di essa in conformità con i principi e le norme della presente Convenzione. Le decisioni del tribunale saranno definitive ed obbligatorie.

3. Il tribunale arbitrale sarà composto da tre membri. Le parti contraenti designeranno ciascuna un arbitro

che abbia la cittadinanza di uno Stato terzo. Ove essi non raggiungessero l'accordo sulla designazione del terzo arbitro, la nomina sarà demandata al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia.

ARTICOLO 29

1. Qualora l'Istituzione di uno Stato contraente abbia erogato na pensione per un importo eccedente quello cui il beneficiario avrebbe avuto diritto, detta istituzione può chiedere all'istituzione dell'altro Stato di trattenere l'importo pagato in eccedenza sugli arretrati dei ratei di pensione da essa eventualmente dovuti al beneficiario. L'importo così trattenuto viene trasferito all'Istituzione creditrice. Nella misura in cui l'importo pagato in eccedenza non può essere trattenuto sugli arretrati dei ratei di pensione, si applicano le disposizioni del paragrafo seguente.

2. Qualora l'Istituzione di uno Stato contraente abbia erogato una prestazione eccedente quella cui il beneficiario avrebbe avuto diritto, detta Istituzione può, alle condizioni e nei limiti previsti dalla egislazione che essa applica, chiedere all'Istituzione dell'atro Stato contraente di trattenere l'importo pagato in eccedenza sulle somme che eroga a detto beneficiario. Quest'ultima Istituzione effettua la trattenuta, alle condizioni e nei limiti previsti dalla legislazione che essa applica, e trasferisce l'importo trattenuto all'istituzione creditrice.

ARTICOLO 30

1. L'Istituzione di uno Stato contraente, debitrice di prestazioni da corrispondere nell'altro Stato in virtù della presente Convenzione, si libera validamente di tali obbligazioni nella valuta del proprio Stato.

2. Nel caso che nell'uno o nell'altro Stato vengano introdotte misure restrittive in materia valutaria, entrambe i Governi adotteranno immediatamente i provvedimenti necessari per assicurare, in conformità con le disposizioni della presente Convenzione, il trasferimento di somme dovute dall'una o dall'altra parte.

ARTICOLO 31

1. Le disposizioni della presente Convenzione si applicano a tutte le domande di prestazione che verranno presentate dalla data di entrata in vigore della medesima Convenzione. Coloro che hanno presentato domanda prima di tale data dovranno presentare una nuova domanda.

2. Saranno presi in considerazione ai fini della presente Convenzione, i periodi di assicurazione compiuti prima della sua entrata in vigore.

3. Qualora le domande di prestazione presentate prima della entrata in vigore della presente Convenzione abbiano dato luogo, per insufficienza contributiva, all'erogazione di una somma «una tantum», il beneficiario può chiedere una revisione del provvedimento adottato se con l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione soddisfa alle condizioni richieste per ottenere la pensione.

4. La presente Convenzione non dà diritto a prestazioni per periodi anteriori alla sua entrata in vigore.

ARTICOLO 32

1. Le persone indicate nell'articolo 3 della presente Convenzione non possono beneficiare durante lo stesso periodo di tempo di più prestazioni della stessa natura riferentisi ad uno stesso periodo di assicurazione obbligatoria. Ove tale ipotesi si verifichi, l'interessato ha diritto a beneficiare esclusivamente delle prestazioni previste dalla legislazione dello Stato in cui risiede. Tuttavia tale disposizione non si applica alle prestazioni per invalidità, vecchiaia, morte e per malattia professionale liquidate ai sensi della presente Convenzione.

2. Le disposizioni in materia di riduzione, sospensione o soppressione previste dalla legislazione di uno Stato contraente in caso di cumulo di una prestazione di sicurezza sociale con altra prestazione di sicurezza sociale o con altri redditi sono opponibili al beneficiario anche se si tratta di prestazioni acquisite in base alla legislazione dell'altro Stato contraente o di redditi ottenuti nel territorio di quest'ultimo Stato.

3. Ai fini dell'attuazione del presente articolo, le Istituzioni competenti degli Stati contraenti sono tenute a scambiarsi le necessarie informazioni.

ARTICOLO 33

1. La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati appena possibile.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo a quello in cui gli strumenti di ratifica saranno scambiati.

3. La presente Convenzione avrà durata di un anno a partire dalla data della sua entrata in vigore e sarà rinnovata tacitamente di anno in anno, salvo denuncia di una delle parti contraenti da notificare almeno 6 mesi prima della scadenza.

4. In caso di denuncia della Convenzione, i diritti acquisiti saranno mantenuti secondo le disposizioni della Convenzione stessa e i diritti in corso di acquisizione saranno riconosciuti secondo accordi da stipularsi fra le Parti.

Fatto a Praia il 18.12.1980 in doppio esemplare nelle lingue portoghese e italiano, i due testi facenti ugualmente fede.

Per la Repubblica Capoverdiana, *José Brito*.

Per la Repubblica Italiana, *Libero Della Briotta*.

—oço—

**CONVENÇÃO SOBRE SEGURANÇA SOCIAL
ENTRE O
GOVERNO DA REPÚBLICA DE CABO VERDE
E O
GOVERNO DA REPÚBLICA ITALIANA**

O Presidente da República de Cabo Verde

e

O Presidente da República Italiana,

cluír a presente Convenção sobre Segurança Social e para esse efeito designaram como Seus Plenipotenciários:

O Presidente da República de Cabo Verde: *José Brito*.

O Presidente da República Italiana: *Libero Della Briotta*.

os quais, depois de terem trocado os seus plenos poderes, considerados em boa e devida forma, acordaram nas disposições seguintes:

CAPÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

1. Para os fins da presente Convenção os termos abaixo indicados tem o significado:

- a) «Estados contratantes»: a República de Cabo Verde e a República Italiana;
- b) «Legislação»: as leis, os regulamentos, as disposições estatutárias respeitantes aos regimes e sectores da segurança social vigentes em cada um dos Estados contratantes mencionados no artigo 2.º da Presente Convenção;
- c) «Autoridade competente»: o Ministro, os Ministros ou as Autoridades das quais depende a regulamentação dos regimes de segurança social;
- d) «Instituição»: o organismo ou a Autoridade encarregada de aplicar total ou parcialmente a legislação em vigor num dos Estados contratantes;
- e) «Instituição competente»: a Instituição em que o interessado está inscrito no momento do pedido de prestações, ou a Instituição em relação à qual o interessado tem direito às prestações, ou a estas teria direito, se ele ou os seus familiares residissem no território da parte contratante no qual a mesma Instituição se encontra;
- f) «Trabalhadores»: pessoas que podem fazer valer períodos de seguro de acordo com a legislação a que se refere o artigo 2.º da Presente Convenção;
- g) «Residência habitual»: lugar em que reside habitualmente o interessado;
- h) «Residência temporária»: lugar em que reside temporariamente o interessado;
- i) «Períodos de seguro»: períodos durante os quais, de acordo com a legislação de um Estado contratante, os descontos foram efectivamente pagos, ou deveriam tê-lo sido, ou, ainda, se consideram como pagos, bem como todos os períodos equiparados, na medida em que a referida legislação os considerar como períodos de seguro;
- l) «Prestações económicas, pensões, rendas, subsídios, indemnizações»: as prestações assim denominadas pela legislação aplicável incluindo os ele-

animados do desejo de regular as relações entre os dois países em matéria de Segurança Social, decidiram con-

mentos a cargo de fundos públicos e todos os suplementos e aumentos previstos pela referida legislação, assim como as prestações em capital que substituam as pensões ou rendas;

m) «Pensões familiares»: todas as prestações em espécie ou pecuniárias destinadas a compensar os encargos familiares.

2. Qualquer outra expressão ou termo utilizado na Presente Convenção tem o significado que lhes atribui a legislação aplicável.

Artigo 2.º

1. A Presente Convenção aplica-se às legislações dos Países contratantes no que concerne:

Na Itália:

- a) Ao seguro obrigatório de invalidez, velhice e morte (pensões de sobrevivência), para os trabalhadores por conta de outrem; e aos respectivos estatutos especiais, para os trabalhadores por conta própria;
- b) Ao seguro obrigatório de acidente de trabalho e doenças profissionais;
- c) Ao seguro de doença e maternidade;
- d) Ao seguro contra a tuberculose;
- e) Aos Abonos de família;
- f) Aos regimes especiais de seguro para determinadas categorias de trabalhadores, no que respeita aos riscos e às prestações cobertas pelas legislações indicadas nas alíneas anteriores;

Em Cabo Verde:

- a) Ao seguro obrigatório de acidentes de trabalho e doenças profissionais;
- b) Ao seguro de doença;
- c) Ao seguro de invalidez, velhice e morte (pensões de sobrevivência);
- d) Aos abonos de família.

2. A presente Convenção aplica-se, igualmente, às legislações que completarem ou modificarem as legislações referidas no parágrafo anterior.

3. A presente Convenção aplica-se ainda às legislações que ampliem o seguro geral obrigatório a novas categorias de trabalhadores ou que estabeleçam novos regimes de segurança social, sempre que o Governo de um dos Estados contratantes não notifique a sua oposição ao Governo do outro Estado contratante no prazo de três meses a contar da data de publicação oficial das referidas legislações, relativamente ao Estado donde emanam, ou da data da recepção da sua comunicação oficial, quanto ao outro Estado.

Artigo 3.º

A presente Convenção aplica-se aos cidadãos de qualquer dos Estados contratantes que estão ou estiveram sujeitos a legislação de um ou de ambos os Estados contratantes, bem como aos seus familiares ou sobreviventes.

Artigo 4.º

Os trabalhadores aos quais se aplicam as disposições da presente Convenção ficam sujeitos à legislação do Estado contratante em que exerçam a sua actividade laboral nas mesmas condições e com iguais obrigações e benefícios que os trabalhadores desse Estado.

Artigo 5.º

1. O princípio estabelecido no artigo 4.º comporta as seguintes excepções:

- a) O trabalhador por conta de uma empresa com sede num dos Estados contratantes e que tenha sido enviado para o território do outro Estado por um período limitado de tempo fica sujeito à legislação do primeiro Estado sempre que a sua ocupação no território do outro Estado não exceda o período de vinte e quatro meses. Se o período de trabalho tiver de ser prolongado por períodos superiores aos vinte e quatro meses previstos, poderá ser prorrogada, por mais vinte e quatro meses no máximo, a aplicação da legislação do Estado contratante no qual a empresa se encontra sediada, com prévio consentimento da autoridade competente do Estado;
- b) O pessoal de vôo das companhias aéreas fica sujeito exclusivamente à legislação vigente no Estado em que a empresa tem sede;
- c) Os membros da tripulação de navios arvorando bandeira de um dos Estados contratantes ficam sujeitos às disposições vigentes no Estado a que pertence o navio. Qualquer outra pessoa que o navio emprega em operações de carga, descarga e vigilância, quando se encontra no porto, fica sujeita à legislação do Estado a que pertence o porto;
- d) Os funcionários públicos equiparados de um dos Estados contratantes enviados para o território do outro Estado ficam sujeitos à legislação do país a que pertencem;
- e) Aos agentes diplomáticos e consulares de carreira, assim como aos outros membros das representações diplomáticas e consulares, e ao pessoal que se encontra ao seu serviço particular, aplicam-se as disposições em matéria de segurança social previstas pelas Convenções de Viena de 18 de Abril de 1961 e de 24 de Abril de 1963.

Artigo 6.º

1. Para os fins de admissão ao seguro voluntário previsto pela legislação vigente num Estado contratante, os períodos de seguro cumpridos em virtude da legislação desse Estado acumulam-se, quando haja necessidade, com os períodos de seguro cumpridos em virtude da legislação do outro Estado contratante.

2. A disposição a que se refere o parágrafo 1 não autoriza a coexistência de inscrição no seguro obrigatório em virtude da legislação de um Estado contratante e no seguro voluntário em virtude da legislação do outro Estado contratante, se a referida coexistência não for admitida pela legislação deste último Estado.

Artigo 7.º

Salvo nos casos em que a presente Convenção disponha em contrário, as prestações pecuniárias de segurança social concedidas em virtude das disposições de um ou de ambos os Estados contratantes não podem sofrer redução, suspensões ou supressões pelo facto de o beneficiário residir no outro Estado.

CAPÍTULO II

Doença e maternidade

Artigo 8.º

1. Os trabalhadores que satisfaçam as condições exigidas pela legislação do Estado competente para adquirir direito às prestações tendo em conta o disposto no artigo 11.º, parágrafo 1 — a;

Que possuem residência temporária ou habitual no território que não seja o do Estado competente;

Cujo estado de saúde necessita de prestações imediatas durante a residência temporária no território do outro Estado contratante ou, ainda,

Que são autorizadas pela instituição competente dirigir-se ao território do outro Estado contratante a fim de receberem os tratamentos convenientes ao seu estado, beneficiam:

i) Das prestações em espécie, a cargo da instituição competente, pagas pela instituição do lugar de residência temporária conforme o disposto na legislação aplicada por esta última, como se nela estivessem inscritos;

ii) Das prestações pecuniárias pagas pela instituição competente segundo as disposições da legislação do Estado competente, como se encontrassem no território do mesmo Estado;

2. As disposições do parágrafo 1 do presente artigo são aplicáveis, por analogia, no que respeita ao benefício das prestações em espécie, aos familiares do trabalhador.

Artigo 9.º

1. O titular de uma pensão ou renda devida em virtude da legislação de ambos os Estados contratantes tem direito a receber as prestações em espécie para si e para os familiares a seu cargo da parte da instituição do lugar de residência habitual;

2. O titular de uma pensão ou renda devida em virtude da legislação dum só Estado contratante, bem como os seus familiares que tenham residência habitual ou temporária no território do outro Estado contratante têm direito a receber da instituição deste Estado as prestações em espécie segundo a sua legislação.

3. As prestações concedidas ao titular de uma pensão ou renda, bem como aos seus familiares, de acordo com o parágrafo 2.º, serão reembolsadas pela instituição competente à instituição que as pagou.

Artigo 10.º

As prestações em espécie pagas pela instituição de um Estado contratante por conta da instituição de outro Estado em virtude das disposições da presente Convenção dão lugar a reembolsos que serão efectuados segundo as modalidades ou nas proporções estabelecidas no Acordo Administrativo a que se refere o artigo 22, parágrafo 1.

CAPÍTULO III

Invalidéz, velhice e morte (sobrevivência)

Artigo 11.º

1. a) Para os fins de aquisição, de conservação ou de recuperação do direito às prestações, quando um trabalhador for submetido sucessiva ou alternadamente à legislação de ambos os Estados contratantes, os períodos de seguro cumpridos em virtude da legislação de cada um dos dois Estados contratantes são totalizados, desde que não se sobreponham;

b) Se a legislação de um Estado contratante subordina a concessão de algumas prestações à condição de os períodos de seguro terem sido cumpridos numa profissão sujeita a um regime especial, são totalizados, desde que não se sobreponham para beneficiar dessas prestações, somente os períodos cumpridos sob um regime correspondente ou, na sua falta, na mesma profissão, mesmo que no outro Estado não exista um regime especial de seguro para tal profissão. Se, não obstante a totalização desses períodos, o segurado não satisfizer as condições que lhe permitem beneficiar das referidas prestações, os períodos em questão são então totalizados para efeitos do benefício das prestações do regime geral;

c) Quando um trabalhador não reúne as condições para ter direito às prestações com base no disposto na alínea a) anterior, são também tomados em consideração os períodos de seguro cumpridos em terceiros Estados ligados a ambos os Estados contratantes por distintas convenções de segurança social que prevejam a totalização dos períodos de seguro.

2. Quando um trabalhador satisfaz as condições estabelecidas pela legislação de um dos Estados contratantes para ter direito às prestações sem o recurso à totalização dos períodos de seguro a que se refere o parágrafo 1.º, alínea a), a instituição competente de tal Estado é obrigado a conceder a importância da prestação calculada unicamente com base nos períodos de seguro cumpridos sob a sua legislação aplicável. Esta disposição aplica-se igualmente quando o segurado tenha direito perante o outro Estado contratante, a uma prestação calculada nos termos do parágrafo 3, deste artigo.

3. Quando um trabalhador não pode fazer valer o direito às prestações a cargo dum Estado contratante com base somente nos períodos de seguros cumpridos nesse Estado, a instituição competente no mesmo Estado certifica-se da existência do direito às prestações totalizando os períodos de seguro cumpridos em virtude da legislação de cada um dos Estados contratantes e determina a importância segundo as seguintes regras:

- a) Determina a importância convencional da prestação a que o interessado teria direito se todos os períodos de seguro totalizados tivessem sido cumpridos sob a legislação que a mesma instituição aplica;
- b) Estabelece, em seguida, a importância efectiva da prestação que compete ao interessado reduzindo a importância convencional a que se refere a alínea a) com base na relação entre os períodos de seguro cumpridos em virtude da legislação que a mesma aplica e o total dos períodos de seguro cumpridos em ambos os Estados.

4. Quando, de acordo com a legislação dum Estado contratante as prestações devem ser calculadas em relação ao montante do quantitativo recebido ou das contribuições pagas, os salários ou as contribuições relativas aos períodos de seguro cumpridos sob a legislação do outro Estado contratante, são tomados em consideração pela instituição que determina a prestação, tendo em conta a média dos salários e das contribuições correspondentes, liquidadas em relação aos períodos de seguro cumpridos com base na legislação que a mesma aplica.

5. Não obstante o disposto no parágrafo 1 alínea a), se a duração total dos períodos de seguro cumpridos sob a legislação dum Estado contratante não atinge um ano e se, considerando somente estes períodos, nenhum direito às prestações for adquirido em virtude de tal legislação, a instituição desse Estado não é obrigada a conceder prestações por tais períodos.

6. Tornando-se necessária a aplicação do parágrafo 1 alínea c) do presente artigo, tanto a importância convencional como a relação entre períodos de seguro a que se refere o parágrafo 3 alínea a) e b) do presente artigo determinam-se tendo também em conta, períodos cumpridos em terceiros Estados.

A presente disposição não implica que para um mesmo período de seguro, um dos Estados contratantes tenha de conceder mais do que uma prestação da mesma natureza, concedida com base no parágrafo 1 ou no parágrafo 2.

Artigo 12.º

Quando um trabalhador, tendo em conta a totalização dos períodos de seguro a que se refere o parágrafo 1.º do artigo 11.º anterior não possa fazer valer no mesmo momento as condições exigidas pela legislação dos dois Estados contratantes, o seu direito à pensão determina-se em relação a cada legislação na medida em que puder fazer valer essas condições.

Artigo 13.º

Quando a soma das prestações de pensão devidas pelas instituições competentes dos Estados contratantes nos termos do precedente artigo 11.º não atinge o tratamento mínimo fixado pela legislação do Estado contratante onde reside o beneficiário, a instituição competente desse Estado faz a integração da referida soma até atingir esse tratamento mínimo.

CAPÍTULO IV

Acidentes de trabalho e doenças profissionais

Artigo 14.º

1. As prestações em espécie e pecuniárias em matéria de seguro dos acidentes de trabalho e doenças profissionais são pagas sem limitação, mesmo que os beneficiários residem habitual ou temporariamente no outro País.

2. A instituição do lugar da residência habitual ou temporária no outro País satisfaz as prestações em espécie a que se refere o ponto 1, de acordo com a própria legislação, por conta da instituição do País competente, com reembolso da importância efectiva das despesas.

3. A instituição do lugar de residência habitual ou temporária no outro País pode ser encarregada pela instituição do País competente de pagar as prestações pecuniárias.

4. A instituição do lugar de residência habitual ou temporária no outro País pode ser encarregada de proceder ao controlo médico dos interessados para o apuramento do grau de incapacidade de trabalho. As despesas efectuadas para o efeito serão reembolsadas com base no seu custo efectivo.

Artigo 15.º

1. Para a determinação do direito às prestações ou do grau da incapacidade de trabalho, de acordo com a legislação de um dos dois Países, toma-se também em consideração os acidentes de trabalho e as doenças profissionais, que se verificaram anteriormente, às quais é aplicável a legislação do outro País.

2. Quando uma doença profissional se manifesta após um trabalho que comporta o risco específico e exercido em ambos os Países, as prestações são concedidas pela instituição do País onde mais recentemente se exerceu esse trabalho.

3. No caso de uma doença profissional ter sido indemnizada pela instituição de um dos dois Países esses instituições fica obrigada a conceder ulteriores prestações mesmo que a doença profissional se agrave no outro País, salvo se o agravamento for causado por um trabalho exercido neste País e que comporte o risco específico. Neste caso, a instituição do outro País fica obrigada a pagar uma indemnização suplementar cuja importância é igual à diferença entre a importância das prestações devidas após o agravamento e a das prestações devidas antes do agravamento no caso de doença se verificar neste País.

CAPÍTULO V

Prestação familiares

Artigo 16.º

Quando a legislação de um dos dois Estados contratantes sujeita a aquisição do direito às prestações familiares ao cumprimento de períodos de seguro ou equivalentes, são levados em conta, se necessário, os períodos de seguro ou equivalentes cumpridos no outro Estado.

Artigo 17.º

Um trabalhador sujeito à legislação de um dos Estados contratantes tem direito para os familiares que residam, temporária ou habitualmente no território do outro Estado às prestações familiares previstas pela legislação do primeiro como se residissem no território deste último Estado.

Artigo 18.º

Um desempregado que beneficie das prestações de desemprego em virtude da legislação dum Estado contratante tem direito, para os familiares que tenham a residência temporária ou habitual no território do outro Estado, às prestações familiares previstas pela legislação do Estado que paga as prestações de desemprego como se residissem no território deste último.

Artigo 19.º

1. Um titular de pensão ou de renda devida em virtude da legislação dum só Estado contratante tem direito, para os familiares que tenham residência temporária ou habitual no território do outro Estado contratante, às prestações familiares previstas pela legislação do Estado devedor da pensão ou da renda como se os mesmos residissem no território deste último. A obrigação de pagar fica a cargo do Estado devedor da pensão ou da renda.

2. Um titular de pensões ou de renda devidas em virtude da legislação de ambos os Estados contratantes tem direito às prestações familiares previstas pela legislação do Estado contratante onde reside, mesmo que os familiares tenham residência temporária ou habitual no território do outro Estado contratante.

A obrigação de pagar as prestações fica a cargo do Estado em que reside o titular da pensão ou renda.

Artigo 20.º

O direito às prestações familiares devido nos termos dos precedentes artigos 17.º, 18.º e 19.º fica suspenso se, pelo exercício de uma actividade laboral, as mesmas prestações são também devidas em virtude da legislação do Estado contratante em cujo território tem residência habitual ou temporária os familiares.

CAPÍTULO VI**Disposições diversas, transitórias e finais****Artigo 21.º**

As autoridades e as instituições competentes dos Estados contratantes prestar-se-ão recíproca assistência ou colaboração para a aplicação da presente Convenção como se tratasse da aplicação das suas legislações; tal assistência será gratuita. As mesmas poderão igualmente, quando seja necessário colher elementos de instrução no outro Estado, servir-se das autoridades diplomáticas e consulares do referido Estado.

Artigo 22.º

1. As autoridades competentes dos dois Estados contratantes estabelecerão num Acordo Administrativo as disposições necessárias para a aplicação da presente Convenção.

2. As autoridades competentes dos dois Estados permutarão entre si informações concernentes às leis, regulamentos e qualquer outra medida que possa ter influência na aplicação da presente Convenção.

Artigo 23.º

As autoridades e as instituições competentes dos dois Estados contratantes podem corresponder-se, directamente, entre si, e com qualquer outra pessoa, onde quer que resida, todas as vezes que essa correspondência for necessária para a aplicação da presente Convenção. A correspondência poderá ser redigida na língua oficial do redactor.

Artigo 24.º

1. As isenções de impostos, taxas e direitos previstos pela legislação de um dos Estados, são válidas também para a aplicação da presente Convenção, independentemente da nacionalidade dos interessados.

2. Os requisitos exigidos pela legislação ou pelos regulamentos de um ou doutro Estado contratante no que respeita à legalização dos certificados ou de outros documentos serão exigidos também para todos os certificados ou outros documentos a serem passados para os efeitos da aplicação da presente Convenção.

3. A autenticação de um certificado ou qualquer outro documento ou ainda da sua cópia por parte das autoridades ou das instituições competentes de um Estado será considerada válida pelas autoridades ou instituições competentes do outro Estado.

Artigo 25.º

Os pedidos que os beneficiários apresentarem às autoridades ou às instituições competentes de um ou doutro Estado contratante para efeitos da aplicação da presente Convenção não podem ser rejeitados só pelo facto de serem redigidos na língua oficial do outro Estado.

Artigo 26.º

1. Os pedidos e outros documentos apresentados às autoridades competentes e às instituições de um Estado contratante produzem o mesmo efeito que produziriam se fossem apresentados às correspondentes autoridades e instituições do outro Estado.

2. O pedido de prestação apresentado à instituição de um Estado contratante vale como pedido de prestação apresentado à instituição do outro Estado, desde que o interessado solicite expressamente as prestações a que tem direito, mesmo com base na legislação do outro Estado.

3. Os recursos a serem interpostos, num prazo determinado, para uma autoridade ou instituição competente de um dos Estados, são considerados como apresentados dentro do mesmo prazo a uma das correspondentes autoridades ou instituições do outro Estado.

Nesse caso, a autoridade ou a instituição junto das quais forem introduzidos os recursos transmite-os sem demora à autoridade ou à instituição competente do outro Estado, acusando a sua recepção ao interessado.

Artigo 27.º

1. A instituição competente de um Estado contratante deve, a pedido da instituição do outro Estado, efectuar exames médico-legais com respeito aos **beneficiários que se encontrem no seu território.**

2. **As despesas relativas aos exames de saúde, bem como as conexas suportadas para a concessão de prestações requeridas pelos segurados em relação a ambos os Estados contratantes, ficam a cargo do Estado que efectuou os mencionados exames.**

3. As despesas relativas aos exames de saúde genéricos, bem como as com elas conexas, suportadas por um Estado contratante a pedido do outro Estado, ficam a cargo do Estado que efectuou os exames; são, pelo contrário, reembolsadas pelo Estado requerente as despesas relativas aos exames de especialidade e as com elas conexas o reembolso efectua-se de harmonia com as taxas e as disposições aplicadas pela instituição que os exames efectuou mediante a apresentação de uma relação pormenorizada das despesas suportadas.

Artigo 28.º

1. As autoridades competentes dos dois Estados contratantes resolverão de comum acordo qualquer questão ou controvérsia que vier a surgir no âmbito da aplicação e interpretação da presente Convenção.

2. Na falta do acordo a que se refere o parágrafo anterior, a solução da controvérsia será deferida a um tribunal arbitral que decidirá sobre a mesma de conformidade com os princípios e as normas da presente Convenção. As decisões do tribunal serão definitivas e obrigatórias.

3. O tribunal arbitral será composto por três membros. As partes contratantes designarão cada uma o respectivo árbitro. Os dois árbitros assim nomeados designarão um terceiro árbitro que tenha a nacionalidade de um terceiro Estado. No caso de os mesmos não chegarem a acordo sobre a designação do terceiro árbitro, a nomeação será solicitada ao Presidente do Tribunal Internacional de Justiça.

Artigo 29.º

1. Quando a instituição de um Estado contratante conceder uma pensão numa importância que exceda a que o beneficiário teria direito, a mesma instituição pode solicitar à instituição do outro Estado que proceda ao desconto da importância paga em excesso sobre as prestações de pensão em atraso devida eventualmente pela mesma ao beneficiário. A importância assim descontada é transferida para a instituição credora. Não podendo a importância para em excesso ser descontada sobre as prestações de pensão em atraso aplicam-se as disposições do parágrafo seguinte.

2. Quando a instituição de um Estado contratante conceder uma prestação que exceda o total a que o beneficiário teria direito, a mesma instituição pode, nas condições e dentro dos limites previstos pela legislação aplicável, solicitar à instituição do outro Estado contratante que desconte a importância paga em excesso sobre as somas que concede ao referido beneficiário. Esta última instituição efectua o desconto nas condições e dentro dos limites previstos pela legislação que ela aplica, e transfere a importância descontada para a instituição credora.

Artigo 30.º

1. A instituição de um Estado contratante, devedora de prestações a serem pagas no outro Estado em virtude da presente Convenção, exonera-se validamente de tais obrigações na moeda do próprio Estado.

2. Quando num ou noutro Estado forem introduzidas medidas restritivas em matéria monetária, ambos os Governos adoptarão imediatamente medidas necessárias no sentido de garantir, em conformidade com as disposições da presente Convenção, as transferências de somas devidas por uma ou outra Parte.

Artigo 31.º

1. As disposições da presente Convenção aplica-se a todos os pedidos de prestação que vierem a ser apresentados a partir da data de entrada em vigor da mesma Convenção. Aqueles que apresentarem o pedido antes da referida data deverão apresentar um novo pedido.

2. Serão tomados em consideração, para os fins da presente Convenção, os períodos de seguro cumpridos antes da sua entrada em vigor.

3. Quando os pedidos de prestação apresentados antes da entrada em vigor da presente Convenção derem lugar, por insuficiência contributiva, à concessão de uma importância única, o beneficiário pode pedir a revisão da medida que lhe foi aplicada, se com a aplicação das disposições da presente Convenção satisfizer os requisitos para a obtenção da pensão.

4. A presente Convenção não dá direito a prestações por períodos anteriores à sua entrada em vigor.

Artigo 32.º

1. As pessoas indicadas no artigo 3.º da presente Convenção não podem beneficiar durante o mesmo período de tempo de mais prestações da mesma natureza relativas a um mesmo período de seguro obrigatório. Quanto tal hipótese se verifique, o interessado tem direito a beneficiar exclusivamente das prestações previstas pela legislação do Estado em que reside. Todavia, tal disposição não se aplica às prestações de invalidez, velhice, morte e doença profissional liquidadas de acordo com a presente Convenção.

2. As disposições em matéria de redução, suspensão ou supressão previstas pela legislação de um Estado contratante em caso de acumulação de uma prestação de seguro social com outra prestação de seguro social ou com outros rendimentos são oponíveis ao beneficiário mesmo que se trata de prestações adquiridas com base na legislação do outro Estado contratante ou de rendas obtidas no território deste último Estado.

3. Para a concretização do presente artigo, as instituições competentes dos Estados contratantes deverão permutar entre si as necessárias informações.

Artigo 33.º

1. A presente Convenção será ratificada e, logo que possível, serão trocados os instrumentos de ratificação.

2. A presente Convenção entrará em vigor no primeiro dia do mês seguinte aquele em que os instrumentos de ratificação forem trocados.

3. A presente convenção terá a duração de um ano a contar da data da sua entrada em vigor e será renovada tacitamente por período de um ano, salvo denúncia de uma das Partes contratantes que deverá ser notificada pelo menos 6 meses antes de expirar o prazo.

4. No caso de denúncia da Convenção, os direitos adquiridos serão mantidos segundo as disposições da mesma Convenção e os direitos em vias de aquisição serão reconhecidos com base em acordos a serem estipulados entre as Partes.

Feito na Praia aos 18 de Dezembro de 1980, em dois originais em língua portuguesa e italiana, ambos os textos fazendo igualmente fé.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *José Brito*.

Pelo Governo da República Italiana, *Libero Della Briotta*.

CONTAS E BALANCETES DIVERSOS

BANCO DE CABO VERDE

Praia (Santiago)

Direcção das Relações com o Estrangeiro
e do Contole de Câmbios

Praia (Santiago)

Cotações de Câmbios

Em 12/5/82

N.º 76/82

Praças	Unidades e divisões	Compra	Venda
Londres	1 Libra	96\$74	98\$25
Lisboa	100 Escudos	75\$64	76\$67
New York... ..	1 Dólar	52\$85	53\$46
Amesterdão	100 Coroa	2 079\$30	2 112\$08
Bruxelas	100 Fran.Conv.	122\$34	124\$32
Copenhague	100 Florins	682\$92	693\$89
Estocolmo	100 Coroa	921\$69	936\$40
Frankfort R.F.A.	100 Deut Mark	2 312\$66	2 348\$90
Helsínquia... ..	100 Markkas	1 182\$90	1 201\$11
Oslo	100 Coroa	893\$83	907\$86
Otava... ..	1 Dólar	42\$94	43\$45
Paris	100 Francos	887\$26	899\$17
Pretória	1 Rand	50\$05	50\$92
Roma	100 Liras	4\$163	4\$232
Tóquio	100 Iéne	22\$624	22\$979
Viena	100 Xelins	328\$11	333\$24
Zurique	100 Francos	2 766\$32	2 869\$19
Madrid	100 pesetas	51\$75	52\$59
Dakar... ..	100 C. F. A.	17\$745	17\$984
Bruxelas	100 FB/Finan.	111\$49	113\$99
«Clearings»:			
Bissau... ..	100 Pesos	100\$00	100\$00

Notas Estrangeiras

Em 11/5/82

N.º 75/82

Praças	Unidades e divisões	Compra	Venda
Londres	1 Libra	96\$70	98\$21
Lisboa	100 Escudos	75\$75	76\$99
New York... ..	1 Dólar	52\$77	53\$38
Amesterdão	100 Florins	2 073\$09	2 105\$78
Bruxelas	100 Fran.Conv	122\$16	124\$14
Copenhague	100 Coroa	680\$61	691\$55
Estocolmo	100 Coroa	920\$58	936\$29
Frankfort R.F.A.	100 Deut Mark	2 303\$06	2,339\$20
Helsínquia... ..	100 Markkas	1 181\$00	1 199\$20
Oslo	100 Coroa	889\$87	903\$80
Otava... ..	1 Dólar	43\$08	43\$59
Paris	100 Francos	885\$17	897\$07
Pretória	1 Rand	50\$13	51\$00
Roma	100 Liras	4\$142	4\$210
Tóquio	100 Iéne	22\$591	22\$946
Viena	100 Xelins	326\$98	332\$10
Zurique	100 Francos	2 774\$43	2 817\$43
Madrid	100 Pesetas	51\$58	52\$42
Dakar... ..	100 C. F. A.	17\$703	17\$942
Bruxelas	100 FancFinan	112\$03	114\$55
«Clearings»:			
Bissau... ..	100 Pesos	100\$00	100\$00

Cotações de Câmbios

Em 10/5/82

N.º 32/82

Notas	Compra	Venda	
Africa do Sul... ..	Rand	38\$19	43\$92
Alemanha... ..	Marco	22\$20	23\$99
América 1 e 2... ..	Dólares	50\$52	54\$62
América 5 a 1000... ..	Dólares	51\$02	55\$12
Áustria	Xelim	3\$15	3\$41
Bélgica	Franco	1\$09	1\$24
Canadá 1 e 2... ..	Dólares	41\$31	44\$66
Canadá N. Grandes.	Dólares	41\$81	45\$16
Dinamarca	Coroa	6\$55	7\$08
Espanha	Peseta	\$464	\$525
Finlândia	Markka	11\$37	12\$29
França	Franco	8\$51	9\$21
Holanda	Florim	19\$98	21\$59
Inglaterra... ..	Libra	93\$05	100\$50
Itália... ..	Lira	\$037	\$042
Japão... ..	Iéne	\$201	\$228
Noruega	Coroa	8\$59	9\$28
Senegal	C.F.A.	\$170	\$193
Suécia	Coroa	8\$87	9\$59
Suiça	Franco	26\$91	29\$07
Portugal	Escudo	\$730	\$790

Direcção das Relações com o Estrangeiro e do Contole de Câmbios, na Praia, 10 de Maio de 1982. — Pela Direcção, *Antão Lopes da Luz*.